



- ◆ Trabajo realizado por el equipo de la Biblioteca Digital de la Fundación Universitaria San Pablo-CEU

Asseritur vero celebri ac gloriosa fama exitum ejus adeo pium, catholicum, devotumque fuisse, ut astantes numero fere viginti milium omnes ad lacrimas et planctum compassionis, etiam anglicos hostes, provocaverit. Retulerunt etiam quidam se in flammarum medio nomen Jhesus litteris aureis scriptum conspexisse (1). Alii autem columbam candidam in ejus decessu de flammis egredientem vidisse testati sunt (2). Visi sunt preterea quidam anglici, per prius sui acres et crudeles emuli, qui a veritate coacti palam confitebantur injustum ac indignum tam bonam et innocentem personam supplicio mortis dampnasse. Multa hiis consilia vulgariter feruntur, que usquequaque parvipendenda esse non credimus; sed tamen, quia aliunde reperiri facile poterunt, illa pro nunc silencio transigimus. Patet itaque, quoniam juxta sapientem Cathonem correspondent ultima primis, id est, si malignis spiritibus agitata delusaque fuisset, vix numquamve hujusmodi catholicus finis intercessisset. Nam qualis est unusquisque, talis et finis debetur ei, secundum philosophum (3); et presertim quia quos dyabolus phytonica seu prestigiosa arte deluserit vel deceperit male facit finire, et in eternam dampnationem procurat adducere, [f° cxc r°] (ut vult Augustinus, et legitur in c. « Nec mirum », c. xxvj. q. v) (4).

Et ista sufficiunt pro materia processus, que juxta exiguam facultatem pro nunc inducere decrevimus, omnia et singula reverenter submittentes correctioni domini nostri pape ac universalis ecclesie, ymo etiam et caritative emendacioni cujuslibet melius sentientis.

Et sic clauditur primum punctum, seu prima pars hujus exilis consilii.

(1) Le bénédictin Dom Thomas Marie, prieur de Saint-Michel près Rouen, dépose : « quod audivit a multis quod visum fuit nomen Jhesus inscriptum in flamma ignis, in quo fuit combusta ». (Quich. tom. II, p. 372).

(2) Le fr. Isambard de la Pierre le rapporte d'après le témoignage d'un homme d'armes anglais, qui haïssait Jeanne au point d'avoir juré qu'il poserait de sa main le premier fagot pour la brûler : « Viderat ipse anglicus in emissionem spiritus dictae Johannaë, quamdam columbam albam, exeuntem de Francia ». (Quich. tom. II, p. 352). Le mémoire de l'avocat consistorial Pontanus dit : « exsilientem de flamma ». (Quich. *ibid.*, p. 63).

(3) Cet aphorisme d'Aristote est bien connu des scholastiques, mais sous une forme différente que S. Thomas allègue assez fréquemment à propos des actes humains, et qui se trouve dans le Stagyrte (lib. 3. *Ethicorum*, cap. v a medio) : « Qualis unusquisque est, talis finis videtur ei ». Voir le Commentaire de S. Thomas (lect. III); *Opera omnia* . . . tom. v, p. 99.

(4) Le canon « Nec mirum », rédigé avec des passages de divers traités de Saint Augustin, est le quatorzième de la question v, cause xxvi, dans la seconde partie du *Décret*; (p. 1815). Dans ce texte, il est longuement parlé des magiciens et de leurs prestiges, dont Satan se sert pour tromper et perdre les hommes.

Secundum punctum, sive secunda pars, concernens directe formam processus, et continebit duodecim capitula : (1)

Primum, de incompetencia judicis, presertim episcopi belvacensis.

Secundum, de severitate ejus ac inordinato affectu.

Tercium, de incomoditate carcerum et custodum.

Quartum, de recusacione judicis, et sufficienti provocacione seu appellacione ad papam.

Quintum, de subinquire, ac ejus diffugio, et metu sibi illato.

Sextum, de corrupta articulorum compositione.

Septimum, de qualitate revocacionis seu abjuracionis.

Octavum, de pretenso relapsu.

Nonum, de interrogantibus, ac difficilibus interrogatoriis Johanne factis.

Decimum, de assistentibus, defensoribus, exhortatoribus, ac etiam predicantibus processui intervenientibus.

Undecimum, de deliberantibus in causa, seu determinacionibus eorum quoad capitula cause.

Duodecimum, de qualitate sentencie et diffinitione processus.

PRIMUM CAPITULUM

Est de incompetencia judicis, maxime episcopi qui processum deduxit.

In hoc enim suscepto opere, non videtur plene sufficere, [ni]si aliquatenus et pro exiguitate ostenderimus non infuisse sufficientem materiam, ut de errore in fide aut heresis crimi-

(1) Quicherat n'a publié de cette seconde partie que le préambule, ou énoncé des chapitres, le commencement du chapitre premier, c'est-à-dire les trois premières phrases jusqu'à : aliquid in primis dicendum est, et enfin la phrase terminale avec l'Explicit de la *Recollectio*. (*Procès* . . . tom. III, pp. 347-349).

Le promoteur de la cause, Simon Chapitault, après avoir affirmé la nullité du procès par défaut de juridiction (art. XXI de l'interrogatoire) ajoutait que les juges « n'avaient d'ailleurs observé aucun point du droit tel qu'il doit être gardé ». Ainsi formulée, cette dernière allégation était excessive. Il y avait eu en effet de la part de Cauchon et consorts un souci pharisaïque de donner à leurs actes les apparences de la justice : leur procédure n'est pas dépourvue de formes légales ; elle est assez conforme à l'ordre juridique, comme s'exprimait le dominicain fr. Isambard de la Pierre dans sa réponse à cet article, « satis observabant judices ordinem juris ». (Quicherat : *Procès* . . . tom. II, p. 351). Cela ne veut pas dire pourtant que le témoin n'y trouvait rien à reprendre : sa déposition elle-même prouve le contraire. C'est exagérer singulièrement la portée du mot *satis* que d'y voir en germe l'apologie de la procédure, et « le commentaire de cette parole trop peu remarquée » (Voir Quicherat : *Aperçus nouveaux* . . . p. 148) dépasse de beaucoup les limites d'une juste interprétation. Les préjugés du savant professeur de l'École des Chartres contre les tribunaux ecclésiastiques et les notions fausses qu'il avait du droit inquisitorial (Voir : *Aperçus nouveaux* . . . p. 108 et suivantes) l'ont entraîné à des appréciations absolument inadmissibles. N'aurait-il pas dû se rappeler d'ailleurs que Cauchon lui-même, malgré son affectation de sauver les apparences, avait plus d'une fois reconnu implicitement la violation des prescriptions

ne contra Johannam impingeretur, aut sic rigide procederetur; nisi etiam aliquid de defectibus ac viciis processus et iudicii contra eam habiti pro modulo tetigerimus. At, quia magis proprie alterius facultatis est, et de hiis etiam nonnulli peritissimi juriste reperiuntur doctissime pertractasse, ideo, sub brevitatis compendio, hec a nobis transeunda videntur.

De incompetencia ergo iudicis, presertim illius episcopi belvacensis, domini videlicet Petri Cauchon, coram quo et per quem ille qualiscumque processus noscitur precipue deductus, aliquid in primis dicendum est.

Notandum itaque quod, (ut dicit sanctus Doctor, 2^o 2^e q. lx art. ij^o), actus iudicis, in quantum est iudex, dicitur proprie iudicium. Iudex enim dicitur quasi jus dicens: (ut c. « Negocium » § « causa », *De verborum significatione*). Unde iudicium, secundum primam nominis impositionem, iusti sive juris determinationem sive diffinitionem importat; et propter hoc, (ut dicit philosophus in v^o *ethicorum*), homines ad iudicem confugiunt sicut ad quamdam justiciam animatam (1). Ideoque in tantum iudicium est licitum, in quantum est actus justicie. Ut autem iudicium sit actus justicie, tria potissimum requiruntur, in eo scilicet qui assumit exercere iudicium. Primum est, quod procedat ex auctoritate jurisdictionis, seu presidencie. Secundum est, quod agat et moveatur ex certitudine, et secundum rectam rationem prudentie. Tertium est, quod inducatur ex inclinatione justicie. Unde, si quodcumque horum defuerit, iudicium utique viciosum erit et illicitum.

canoniques, lorsqu'il s'irritait contre ceux qui alléguaient les lois de l'Église, et leur répondait qu'il fallait abandonner les Décrets aux décrétistes? « relinquerent decreta decretistis ». (Cf. *Quicherat: Procès* . . . tom. I, p. 325 et tom. III, p. 138).

La note vraie sur les irrégularités et les vices de forme a été donnée par Bréhal, dans cette seconde partie de son mémoire. Pour présumer quelle était sa compétence en pareille matière, il suffit de savoir qu'il était Grand-Inquisiteur de France. Mais la lecture des discussions juridiques de la *Recollectio* fournit la preuve incontestable du fait. Si, avec une modestie qui ne dépare pas la science véritable, il suspend parfois son jugement sur quelques points douteux et déclare soumettre sa manière de voir à l'opinion des jurisconsultes, il ne laisse pas de se montrer fort instruit et expérimenté dans la connaissance et la pratique du droit commun et de la législation spéciale du Saint-Office. Maître à la Faculté de Théologie, il a étudié à fond la jurisprudence civile et ecclésiastique. Les docteurs de la Faculté de Droit ne désavoueraient pas son mérite. Ses appréciations ont donc une valeur de tous points supérieure à une opinion acquise en feuilletant à la hâte et sans le bien comprendre le *Directorium inquisitorum* de Nicolas Eymeric.

(1) Hormis la référence canonique, ici introduite par Bréhal, les trois premières phrases de ce paragraphe sont empruntées à S. Thomas : 2. 2. q. lxx, art. 1 in corp. et non pas à l'article 2, comme l'a écrit le greffier, dont l'indication est exacte seulement pour les phrases suivantes, que l'inquisiteur a rattachées par l'ideoque. — *Opera omnia* . . . tom. XXI, p. 116 col. 2 et p. 117 col. 1. Mais elles ne sont pas une citation textuelle.

Nous avons exactement transcrit l'allégation du Droit. Au cinquième livre des *Décrétales*, le titre XL, *De verborum significatione*, contient un chapitre « *Forus* » (le dixième), dont deux paragraphes commencent par les mots : « *Negotium* », et : « *Causa* ». On y lit une phrase ainsi conçue : « *Judex dictus quasi jus dicens populo, sive qui iure disceptet* ». C'est donc bien l'endroit visé par Bréhal. — Cependant M. Lanéry d'Arc a cru qu'il s'agissait d'une loi du *Digeste*, et il indique le titre : *De verborum obligationibus*, du livre XLV. Nous n'y avons point trouvé de loi « *Negotium* », ni de §. « *causa* », ni rien qui ait rapport à l'étymologie du mot *iudex*. Le changement de leçon n'est pas justifié.

Nam in primis, quando quis iudicat in hiis in quibus non habet auctoritatem, dicitur iudicium usurpatum. Dicitur enim (in *glosa* super prima lege, ff. *De jurisdictione iudicum*) (1), quod iudicatio est potestas de publico introducta cum necessitate juris dicendi et equitatis statuende. Itaque, secundum beatum Thomam (2), qui facit iudicium legis edictum quodammodo interpretatur, ipsum videlicet applicando ad hoc vel illud particulare negocium. Cum autem ejusdem auctoritatis sit legem condere et legem interpretari, ideo sicut lex condi non potest nisi publica auctoritate, ita iudicium fieri non potest nisi per eum qui publica fungitur auctoritate, que quidem solum se extendit ad subditos. Et ideo, sicut injustum esset quod aliquis constringeret alium ad legem servandam, que non esset publica auctoritate sancita; ita etiam injustum est, si quis aliquem compellat subire iudicium quod publica et legitima auctoritate non fertur. Unde, (ad *Romanos* xliij^o) : « Tu quis es, qui iudicas alienum servum » ?

Alia ratio hujus est etiam secundum beatum Thomam (3), et omnino similis predictae. Sententia namque iudicis est quasi quedam particularis lex in aliquo particulari facto; et ideo, sicut lex generalis debet habere vim coactivam, (ut ait philosophus quarto *ethicorum*), ita et sententia iudicis debet habere vim coactivam, ut astringat ad servandum ejus sententiam : alioquin iudicium non esset efficax. Sed in rebus humanis non habet licite potestatem coactivam, nisi ille qui fungitur publica potestate; qua qui funguntur superiores reputantur respectu eorum in quos potestatem accipiunt, sive illam habeant ordinarie, sive per commissionem. Ideoque manifestum est, quod nullus potest iudicare aliquem, nisi sit aliquo modo subditus sibi vel per commissionem vel per potestatem ordinariam. Et hoc est quod dicit beatus Gregorius, (super illo verbo *Deuteronomii* xliij^o : « Si intraveris segetem, etc. ») : « Falcem iudicii mictere quis non potest in eam rem que alteri videtur esse commissa » (4). (*Argumentum* efficax ad hoc : c. « At si clerici », *De iudiciis*; et in c. « Quod autem », *De penitentiis et remissionibus*; et c. « In primis », ij^a q. j; cum similibus) (5).

(1) Le mot : *iudicium* a été ajouté à tort par Bréhal ou par le greffier. Le titre authentique est simplement : *De jurisdictione*. La loi « *Jus dicentis* » est la première du premier titre, au livre II du *Digeste*; (p. 259). Elle énumère les pouvoirs du juge, et la glose donne la définition alléguée ici.

(2) Tel est en effet le sens de la doctrine exposée dans la *Somme théologique* : 2. 2. q. lxx art. 6 in corp. — *Opera omnia* . . . tom. XXI p. 118 col. 2.

(3) Bien que Bréhal n'ait pas indiqué l'endroit, il est manifeste que cette doctrine est celle de la *Somme théologique* : 2. 2. q. lxxvii art. 1 in corp. — *Opera omnia* . . . tom. XXI, p. 132 col. 1.

(4) Cette phrase est tirée d'une lettre de S. Grégoire le Grand, (*Epist.* lib. xi, *epist.* 64, resp. ix ad *Augustinum Anglorum episcopum*). Migne : P. L. tom. lxxvii col. 1192. — Au lieu de : in eam rem, le texte imprimé porte : in eam segetem.

(5) Au lieu de : *argumentum*, on peut lire avec M. Lanéry d'Arc : *articulus*; car l'abréviation du manuscrit permet les deux leçons.

Le chapitre « *At si clerici* » est le quatrième du premier titre : *De iudiciis*, 2^e livre des *Décrétales*; (p. 523). Il y est question du jugement des clercs, et, à ce propos, il est dit : « *Sententia a non suo iudice lata non tenet* ».

Le chapitre « *Quod autem* » est le quatrième du xxviii^e titre, au cinquième livre des *Décrétales*; (p. 1865). On y lit ces mots : « *Cum a non suo iudice ligari nullus valeat* . . . »

On trouve une sentence similaire dans le canon « *In primis* », qui est le septième de la question première, cause II, de la seconde partie du *Décret*; (p. 779).

Permictunt tamen jura, ut aliquis sorciatur alterius forum ratione delicti, ut videlicet per eum judicem quis puniatur in ejus districtu deliquit : (ut in q. vij, c. primo ; vj. q. iij, « Placuit » ; et *De raptoribus*, c. primo, cum notatis ibidem ; c. « Postulasti », *De foro competenti* ; C. *Ubi de crimine agi oportet*, leg. prima et ij^a) (1). Unde tunc episcopus, vel alius judex, in ejus diocesi vel territorio aliquis deliquit, efficitur ejus superior ratione delicti ibidem perpetrati, (ut dicit sanctus Doctor, 2^a 2^e q. lxxvij, art. j^o) (2).

In hoc itaque proposito nostro, cum diocesanorum episcoporum sint certi ac determinati limites positi sue jurisdictionis exequende [**f° cxc v°**] quos transgredi non decet : (ut xlij. q. j. c. j^o ; et *De sepulturis*, c. j^o) (3) ; alias confunderetur maxime ordo ecclesiasticus, si non unicuique sua jurisdictio servaretur : (ut in c. « Pervenit », xj. q. j) (4). Itaque non apparet justum fuisse aliquo modo, quod iste episcopus belvacensis, obtentu sue jurisdictionis ordinariæ, in Johannam ipsam judicium subriperit. Constat autem, quod in predicta ejus diocesi neque alias moram aliquo modo traxerat, neque illic domicilium habebat, sed potius in loco proprie originis ; quia unde quis oriundus fuit, ibi domicilium habere dicitur : (ff. *De senatoribus*, lege penultima) (5). Et etiam, ut aliqui magni bene notant, tunc

(1) Le canon « Placuit » est le troisième de la dist. vi de *Pœnitentia* (dans la question III de la cause xxxiii) seconde partie du *Décret* ; (p. 2223). Bien qu'il concerne le for de la pénitence, ses principes sont applicables au for extérieur.

Le chapitre premier « De illis autem » du titre xvii *De raptoribus*, au V^e livre des *Décretales* (p. 1725), donne à l'évêque du lieu où le crime a été commis le droit d'excommunier le coupable ; et la glose marginale ajoute : « Quia ratione delicti facti sunt de foro illius, et ibi possunt conveniri ». — On trouve aussi dans le livre IX du *Code* un titre analogue, le treizième : *De raptu virginum seu viduarum* ; dont la première loi « Raptores » (p. 598), confère aux juges de toutes les provinces le droit de saisir les ravisseurs et de les condamner, « sine fori præscriptione » ; et la glose marginale donne la même raison que tout-à-l'heure : « Nam et hic ratione delicti forum habet ».

Le chapitre « Postulasti » est le quatorzième du titre II, *De foro competenti*, au second livre des *Décretales* ; (p. 552). On y lit cette déclaration expresse : « Per episcopum in ejus diocesi deliquit, sententia promulgari poterit in eundem ». Les gloses marginales, tant de ce chapitre que des autres cités dans cette note, allèguent des textes nombreux pour établir la compétence du juge, *ratione delicti*.

Enfin le *Code* (et non pas le *Digeste*, comme l'indique à tort M. Lanéry d'Arc, puisque le sigle ff ne se trouve pas à la référence) renferme dans son troisième livre le titre xv : *Ubi de criminibus agi oportet*, dont les deux premières lois décident des cas particuliers d'après le même principe général ; (p. 174).

(2) La plupart des expressions sont empruntées à la réponse ad 3^m de l'art. 1 : 2. 2. q. lxxvij : *Opera omnia*. . . . tom. XXI, p. 132 col. 1. — Bréhal a simplement ajouté : vel alius judex. . . , vel territorio, pour faire une application plus générale.

(3) Le canon « Ecclesias », premier et unique de la première question, cause xiii, dans la seconde partie du *Décret* (p. 1281), détermine la juridiction des curés, d'une façon générale.

Le chapitre « Nos instituta », qui est le premier du titre xxviii *De sepulturis*, au troisième livre des *Décretales* (p. 1199), règle leurs droits en particulier par rapport aux sépultures.

(4) Le canon « Pervenit » est le trente-neuvième de la première question, cause xi, dans la seconde partie du *Décret* ; (p. 1145). La dernière phrase de ce canon exprime l'inconvénient que Bréhal vient de signaler.

(5) Telle est la leçon exacte du manuscrit. Il existe en effet au premier livre du *Digeste*, titre IX, *De senatoribus*, une loi qui est la onzième et avant-dernière (p. 249), où le principe énoncé par

in exercicio impositæ sibi legacionis erat ; ideo vetus ac proprium domicilium suum minime censetur mutasse : (ut lege « Cives », C. *De incolis*, lib. x^o) (1).

Preterea, ut dictum est, per multos prelatos regni olim fuerat examinata et admissa, aut saltem permissa seu tollerata. Unde injustum videtur, quod iste episcopus, cum in alios superioritatem non haberet, judicare in ea re presumpserit. Nam reputare debuit tot et tantorum prelatorum atque doctorum rectum et integrum fuisse judicium, juxta illud : Integrum est judicium, quod plurimorum sententiis comprobatur : (c. « Prudentiam », *De officio judicis delegati*) (2). Ideo in causa hac judicandi auctoritatem nullam habuit ; par enim in parem non habet imperium : (c. « Innotuit », *De electione* ; et lege « Adversus », C. *Si adversus rem judicatam*) (3).

Denique, ratione delicti ibi commissi, non est sortita ejus forum ; quoniam si de criminibus, de quibus accusabatur, in nullo alio loco reperitur deliquisse, quanto minus ibi, cum nunquam illic fuisset, nisi dumtaxat in eo exitu quando fuit capta. Nec sufficit allegare quod in armis et in virili habitu fuit deprehensa ; quoniam ista non sunt graviora, de quibus per illos dampnatur ut errans in fide, scismatica, heretica et hujusmodi. Nunc vero episcopus solum cognoscit de criminibus commissis in sua diocesi ; (in c. « Cum contingat », *De foro competenti*) (4).

Neque etiam valet, si quis dixerit quod hereticus ubique potest puniri, quoniam, secundum leges, in celo et in terra delinquit, ymo et ipsa elementa offendit. Dicendum quod hic presupponitur quod probari debet : videlicet quod ipsa fuerit heretica ; et hoc non apparet, ut jam probatum est, et adhuc magis plene inferius apparebit. Item, propter hoc quod hereticus totum universum quodammodo offendit, non confunduntur ex eo ecclesiasticæ jurisdictiones, ut videlicet per quemlibet ordinarium episcopum possit hereticus indifferenter puniri, sed dumtaxat regulariter per suum, ut notat Johannes Andree (super verbo *Ubique*, c. « Ut officium », *De hereticis*, lib. vj^o) ; et allegat c. « Si episcopus », (*De officio judicis ordi-*

Bréhal se trouve en propres termes. Nous ne pouvons donc comprendre comment M. Lanéry d'Arc a cédé à la malencontreuse idée de substituer ici : Lege « De jure omnium incolarum » ; et d'indiquer en note : *Digeste*, L. 1. 37.

(1) La loi « Cives » est la septième du titre xxxix *De incolis*, au livre x du *Code* ; (p. 658). Voici le passage, auquel se rapporte l'allégation de Bréhal : « In eodem loco singulos habere domicilium non ambigitur, ubi quis larem, rerumque ac fortunarum suarum summam constituit, unde rursus non sit discessurus, si nihil avocet ; unde cum profectus est, peregrinari videtur ; quod si rediit peregrinari jam destitit ».

(2) Sauf le dernier mot : comprobatur, que les imprimés remplacent par : confirmatur, cette sentence est textuellement empruntée au chapitre « Prudentiam », qui est le vingt et unième du titre xxix : *De officio et potestate judicis delegati*, au premier livre des *Décretales* ; (p. 342).

(3) Le chapitre « Innotuit » est le vingtième du titre vi, au premier livre des *Décretales* ; (p. 131). L'aphorisme juridique invoqué par Bréhal y est exprimé en propres termes.

La loi « Adversus » est la troisième du titre xxvii, au second livre du *Code* ; (p. 144). La décision qu'elle contient émane du même principe.

(4) Le chapitre « Cum contingat » est le treizième du second titre : *De foro competenti*, au second livre des *Décretales* ; (p. 551). Il déclare en termes exprès le principe ici allégué par Bréhal.

narii, libro vj^o), ubi cavetur quod episcopus potest sedere pro tribunali et causas audire in omni loco sue diocesis. (Et ad hoc bene facit cap. « Ut commissi », circa medium, eodem titulo et libro, ibi : « Cum prelati quorum subsunt jurisdictioni », etc.) (1). Ideo, concesso quod in premissis Johanna etiam alibi deliquisset, tamen non debuit iste episcopus de illis cognoscere ; quoniam ubi grave crimen est, remittitur ubi quis deliquit : (lege « Desertorem », ff. *De re militari* ; et lege « Si cui », §. finali ff. *De accusationibus*) (2).

Amplius, quare hic episcopus, queso, cum procedere instituisset, non processit in proprio loco sue civitatis aut diocesis ? Respondebit, quod non ausus fuisset propter alteritatem obediencie, sub qua tunc civitas helvacensis a Francis detinebatur. Ideo, ut videtur, sibi licuit aliunde procedere per *Clementinam* « Quamvis », *De foro competenti* (3). Sed procul dubio istud plus accusat eum quam excusat. Nam *Clementina* illa loquitur de episcopo violenter et injuste a sua sede expulso. Iste autem cum esset lingua et natione, quinymo et ob causam ecclesie sue (4), gallicus regique Francie subditus, quis prohibuit eum in ecclesia sua, principi suo legitimo et naturali debitam fidelitatem prestando et servando, pacifice residere, sicut et alii quamplures prelati circumvicini fecerant, ut Remensis, Senonensis, Trecentensis, et hujusmodi, qui alias sub Anglorum servitute extiterant ? Restat ergo quod non debuerit censerī expulsus, ut dicta constitutio in hoc ei suffragetur, sed potius ex concepta infidelitate ad suum verum principem infidus voluntariusque transfuga reputetur.

Ulterius, dato quod vere esset expulsus secundum mentem dicte *Clementine*, tamen non debuit secundum intencionem ipsius constitutionis ad alienam civitatem iudicium transferre, quamdiu locum insignem et opportunum in propria diocesi reperire potuit. Satis autem presumendum est quod tunc erant loca multa in sua diocesi obediencie anglicorum subjecta.

(1) Le chapitre « Ut officium » est le onzième du titre II *De haereticis*, au V^e livre du *Sexte* de Boniface VIII. Voir la glose de Jean André dans l'édition du *Sexte* (Lugduni 1559; p. 342, col. 2).

L'allégation « Si episcopus » tient probablement à une erreur de mémoire. Il faut lire : « Cum episcopus » ; c'est le septième chapitre du titre XVI : *De officio ordinarii* (il n'y a point : *iudicis*, mot ajouté par Bréhal ou par le greffier) au premier livre du *Sexte* ; (p. 268). C'est en effet dans ce chapitre que se trouve la déclaration mentionnée par l'inquisiteur.

Enfin, le chapitre « Ut commissi » est le douzième du titre II *De haereticis*, au cinquième livre du *Sexte* ; (p. 631). — Les gloses de Jean André, tant sur le chapitre « Ut officium », que sur le chapitre « Ut commissi », ont été reproduites par Eyméric dans la seconde partie de son *Directorium inquisitorum* (pp. 186^b-188^a). Nous donnons cette indication pour faciliter le contrôle des textes.

(2) La loi « Desertorem » est la troisième du titre XVI : *De re militari*, au livre XLIX du *Digeste* ; (p. 1660). Il y est dit que les soldats déserteurs doivent être punis « ubi facinus admissum est ».

La loi « Si cui » fait une déclaration analogue, relativement aux esclaves. C'est la septième loi du titre II *De accusationibus*, au livre XLVIII du *Digeste* ; (p. 1585).

(3) Le chapitre unique de la *Clémentine* « Quamvis » (au titre second du deuxième livre, pp. 89-95) concède aux évêques expulsés de leur siège le droit de procéder en dehors de leur diocèse contre les expulseurs, et d'y juger leurs propres sujets.

(4) Ainsi que Bréhal l'indique au chapitre suivant, l'évêché de Beauvais conférait la dignité de pair de France à celui qui en devenait le titulaire.

Adhuc, posito quod non esset alius locus, tamen potuit comode per alium subrogatum in propria civitate procedere ; ideo non potuit aliunde, (ut notat Johannes Andree, in dicta *Clementina*, in verbo « Per alium ») (1).

Demum, exigitur quod locus sit citato securus, ut etiam notat Bonifacius de Amanatis (2) post alios, in dicta constitutione. Nunc vero constat quod civitas helvacensis, que sub obediencia regis tunc erat, magis segura Johanne fuisset quam rothomagensis, que tyrannidi anglicorum suberat. Neque etiam repperitur quod aliam causam preter istam solam titulo sue ordinarie jurisdictionis ibidem deduxerit. Ex quibus evidenter apparet hoc iudicium non solum corruptum, sed etiam ob defectum legitime seu competentis potestatis temere et injuste per dictum episcopum usurpatum fuisse.

Secundo, debet iudex procedere ex certitudine rei de qua agitur, et secundum rectam rationem prudentie. Cum enim deest certitudo rationis, puta cum aliquis iudicat de hiis que sunt dubia vel occulta per aliquas leves conjecturas aut presumptiones, tale iudicium dicitur suspiciosum seu temerarium ; (hoc ponit sanctus Doctor, ubi supra) (3). Sciendum ergo, quod sicut jurisdictiones sunt limitate secundum loca et personas, ita ut quis possit iudicium exercere hic et non alibi, et in hanc personam et non in aliam ; ita etiam limitate sunt quo ad negocia et causas, ita quod quilibet iudex non potest indifferenter in causam quamcumque occurrentem.

Et iterum, cum iudex sit interpretes justicie, ut dictum est, interpretacio autem fit per nota et certa, sequitur quod de hiis que excedunt facultatem jurisdictionis, aut non possunt attingi certitudine probacionis, non debet aliquis talium sibi assumere iudicium. Sunt autem aliqua, que sui magnitudine ac incertitudine fugiunt et excedunt lege communi humanum ingenium, de quorum genere sunt inspiraciones ac divina oracula. Unde talia, quia alta sunt et occulta, non sub humano, sed solum sub divino cadunt iudicio, (primi *Regum* xvj^o) : « Homines vident ea que patent, Deus autem intuetur cor » ; (et bene expresse in c. « Si omnia », vj. q. j ; c. « Erubescant », dist. xxxij ; et c. « Christiana », xxxij. q. v, cum similibus) (4). Nam

(1) C'est la remarque faite par Jean André, à propos des mots *per alium*, dans la *Clémentine* « Quamvis », au titre second du deuxième livre.

(2) Boniface Ammanati, de Pistoie, jouissait au XIV^e siècle d'une certaine réputation parmi les canonistes. Créé en 1397 cardinal-diacre, du titre de Saint-Adrien, il mourut deux ans après, à Aigues-Mortes. Il a laissé sur diverses parties du droit ecclésiastique, et spécialement sur les *Clémentines*, des commentaires dont Bréhal invoque l'autorité. La Bibliothèque nationale de Paris possède plusieurs manuscrits de cet auteur, entre autres : *Allegationes coram D. Rege Castellæ et toto consilio apud Medinam del Campo, super facto schismatis* (ms. 1469) ; *Determinatio quod Fratres minores possunt heredes instituere, et legata sibi relicta exigere* (ms. 4591). Mais nous n'y avons rencontré, ni aux manuscrits, ni au département des imprimés, l'ouvrage allégué dans la *Recollectio*. Cet ouvrage n'existe pas non plus, à notre connaissance, dans les grandes bibliothèques de Lyon et de Rome.

(3) A partir de « secundum rectam rationem prudentie », c'est à peu près littéralement le texte de S. Thomas : 2. 2. q. LX art. 2 in fine corp. — *Opera omnia* . . . tom. XXI, p. 117 col. 1.

(4) Le texte de la Vulgate (I *Reg.* xvi. 7) est celui-ci : « Homo enim videt ea quae parent ; Dominus autem intuetur cor ».

Le canon « Si omnia » est le septième de la question première cause vi, dans la seconde partie

cum de istis non possit ecclesia divinare: (c. « Ut nostrum », *Ut ecclesiastica beneficia*); ymo iudicium ecclesie sepe in hiis falli et fallere potest: (c. « A nobis », *De sententia excommunicationis*); ideo de ipsis non iudicat: (c. « Sicut tuis », in fine; et c. « Tua nos », *De symonia*. Et notanda est *glosa* in dicto c. « Erubescant ») (1).

Nam, etiam de mediocribus, incertis seu indifferentibus, homini prohibetur iudicium. Ait enim Augustinus, (in libro *de sermone domini in monte*): « Ea facta, que dubium est quo animo fiant, in meliorem partem interpretemur. De hiis autem que non possunt homo animo fieri, sicut sunt stupra, blasphemie, et hujusmodi, nobis iudicare permittitur. De factis autem mediis, que possunt bono et malo animo fieri, temerarium est iudicare, maxime ut condempnemus ». Hec ille (2). Sed et valde ad propositum ait beatus Hylarius (super *Matheum*): Sicut vetat Dominus [ne] iudicia ex incertis rebus inter homines sumantur, ita ne iudicium de divinis rebus ex ambiguitate [f° cxcj r°] suscipiatur, hoc penitus a nobis repellit, sed ut constans fides potius retineatur: quoniam sicut ex incertis rebus peccatum est perperam iudicare, sic in hiis rebus de Deo iudicium inire fit criminis » (3).

Unde et hac ratione beatus Augustinus, (premier livre *de civitate Dei*, cap. xxv°), non audeat improbare, quin ab ecclesia debite venerari possint quedam virgines, que ne violaren-

du *Décret*; (p. 1003). Le commencement se rapporte à l'assertion de Bréhal; il est ainsi conçu: « Si omnia in hoc saeculo vindicata essent, locum divina iudicia non haberent ».

Le canon « Erubescant » est le onzième de la trente-deuxième distinction, dans la première partie du *Décret*; (p. 199). Il y est dit: « De manifestis quidem loquimur; secretorum autem et cognitum Deus et iudex est ».

Le canon « Christiana » est le vingt-troisième de la question v, cause xxxii, dans la seconde partie du *Décret*; (p. 2009). On y trouve ces mots: « non habent latentia peccata vindictam ».

(1) Le chapitre « Ut nostrum » est le premier et unique du titre xii, au troisième livre des *Décrétales*; (pp. 1104-1108). Vers le milieu, c'est-à-dire p. 1106, le pape allègue la raison suivante: « quoniam, etsi locum Dei teneamus in terris, non tamen de occultis potuimus divinare ».

Le chapitre « A nobis » est le vingt-huitième du xxxix^e titre, au cinquième livre des *Décrétales*; (p. 1895). On y trouve ces mots: « Iudicium Dei veritati, quae non fallit nec fallitur, semper innititur; iudicium autem Ecclesiae nonnunquam opinionem sequitur, quam et fallere saepe contingit, et falli ».

Les chapitres « Sicut tuis », et « Tua nos » sont les trente-troisième et trente-quatrième du titre iii: *de Simonia* au cinquième livre des *Décrétales*; (pp. 1634-1637). Dans le premier, il est dit: « non iudicat de occultis [ecclesia] ». L'autre déclare: « Nobis datum est de manifestis tantummodo iudicare ». La glose du canon « Erubescant » (cité plus haut) met précisément en lumière cet aphorisme juridique.

(2) Ce passage de S. Augustin est extrait du second livre *De Sermone Domini*, cap. xviii, n. 59 et 60. Les trois phrases, dont il se compose, ne sont pas juxtaposées dans le texte: elles ont été arrangées et groupées par Bréhal, qui s'est seulement servi des expressions de l'évêque d'Hippone. — Migne: P. L. tom. xxxiv, col. 1296 et 1297.

(3) Bréhal citait probablement de mémoire, car le texte de S. Hilaire (in *Evang. Matth. Commentarius*, cap. v n. 14) est assez différent: « Iudicari de sponsonibus suis vetuit, quia ut iudicia ex incertis rebus inter homines sumuntur, ita et hoc iudicium adversum Deum ex sentiendi atque opinandi ambiguitate suscipitur, quod penitus repellit a nobis, ut constans potius fides retineatur, quia non sicut in rebus caeteris peccatum sit perperam iudicasse, sed in his rebus tantummodo de Deo iudicium initum esse sit criminis ». Migne: P. L. tom. ix, col. 950.

turse in flumen precipitaverunt, quia nescit an id ex inspiratione divina fecerunt (1). Ad idem, magister Jacobus de Vitriaco, episcopus tusculanus (2), scribens ad Fulconem tholosanum, commendat quasdam mulieres que, ne in vastacione civitatis leodiensis sue castitatis dampnum incurrerent, se ipsas in flumen precipitaverunt, aut in sentinas stercorarias ultro prosilierunt. Estimât enim illas hoc instinctu divino fecisse, (ut narrat frater Vincencius, quarta parte *Speculi hystorialis*, lib. xxxj°, cap. xiiij°). Supra tales ergo ecclesia iudicium non assumit, sed divino potius iudicio ac proprie eorum consciencie relinquit: (ut c. « Inquisitioni », *De sententia excommunicationis*; et c. « Nisi cum pridem », in fine, *De renunciacione*) (3).

Cum itaque in presenti causa ageretur de divinis revelacionibus, que omnem legem superant, (ut c. « Ex parte », *De conversione conjugatorum*) (4), temerarium plane fuit huic episcopo, ac etiam collateralis suo, de hac re altissima et secretissima velle iudicare, summoque Dei iudicio, cui specialiter ac expresse hujusmodi cause reservantur, presumere derogare, cum lex superioris per inferiorem tolli non possit: (c. « Ne romani », *De electione*, lib. vj°) (5). Ideoque iudex fuit incompetens, et iudicium per consequens nullum; quia ad ipsum non spectabat cognitio aut diffinicio talis ac tante cause. (Argumentum: c. « Inferior », xxj dist; c. « Cum inferior », *De majoritate et obediencia*) (6).

(1) Lan.: ex inspiratione Domini.

S. Thomas a cité le passage même où S. Augustin expose le fait et l'apprécie de la sorte: 2. 2. q. cxxiv, art. 1, arg. 2 et ad 2^m. — *Opera omnia*... tom. xxi, p. 228 col. 2 et p. 229 col. 1.

Le greffier a omis un chiffre dans sa référence: il fallait chapitre xxvi au lieu de xxv. — Migne: P. L. tom. xli col. 39.

(2) Maître Jacques de Vitry a été l'un des plus célèbres prédicateurs du XIII^e siècle. Chanoine régulier, il fut nommé évêque de Saint-Jean d'Acre (*Ptolemaïs*), puis cardinal-évêque de Frascati (*Tusculum*). Il écrivit la lettre, dont il est ici question, à Foulques, évêque de Toulouse, appelé aussi Folquet de Marseille, qui fut l'ami et le protecteur de S. Dominique.

(3) Le chapitre « Inquisitioni », quarante-quatrième du titre xxxix, au 5^e livre des *Décrétales*, (p. 1916), a déjà été cité pour montrer qu'il faut agir selon le jugement de la conscience sérieusement formée.

Le chapitre « Nisi cum pridem » est le dixième du titre ix *De renunciacione*, au livre premier des *Décrétales*; (pp. 232-238). A propos de la demande faite par un évêque qui voulait renoncer à son siège, le pape examine si cette demande provient de l'esprit de Dieu; car, dans ce cas, la liberté de renoncer viendrait de Dieu lui-même.

(4) Le chapitre « Ex parte », quatorzième du titre xxxii, au troisième livre des *Décrétales* (pp. 1266-1267), donne la solution d'un cas difficile, en faisant toutefois une réserve: « nisi forte secus fieret ex revelatione divina, quae superat omnem legem; sicut a quibusdam sanctis legitur esse factum ».

(5) Le chapitre « Ne Romani » est le second du titre iii: *De electione* au premier livre des *Clémentines*; (p. 26). Il renferme l'aphorisme allégué par Bréhal. C'est donc par une erreur de mémoire, ou par un *lapsus calami*, qu'il a ajouté à la référence: libro sexto. On trouve, il est vrai, dans le *Sexte* un titre *De electione*, mais il n'y a point là de chapitre « Ne Romani ».

(6) Les deux textes que Bréhal indique à l'appui de son affirmation sont aussi explicites que possible. Le canon « Inferior » est le quatrième de la xxi distinction, dans la première partie du *Décret*; (p. 117).

Le chapitre « Cum inferior » est le xvi^e du titre xxxiii, au premier livre des *Décrétales*; (p. 435).

Prostremo, requiritur quod iudex procedat ex inclinacione justicie. Justicia enim est, ex qua procedit dispositio et ydoneitas ad recte iudicandum; que quidem si defuerit, ex eo redditur iudicium perversum, corruptum et injustum. Sed, quia istud videtur potissimum affectionem seu dispositionem animi ipsius iudicantis concernere, ideo in proximo capitulo locum oportunum habebit.

SECUNDUM CAPITULUM

De iudicantis episcopi inordinato et corrupto affectu, ac ejusdem severitate.

Ad plenius declarandam incompetenciam pretensi iudicis, videlicet episcopi belvacensis, satis congruit aliquid adducere de sui animi manifesta et vehementi passione seu corruptione, ac ejusdem severitate in procedendo ostensa. Nam, ut supra immediate dicebatur, ad verum iudicium et competentem ac saltem bonum et legitimum iudicem requiritur, quod procedat ex inclinacione justicie; alias non est iudex: (c. «Negocium» §. «causa», *De verborum significatione*; et xxij. q. ij, c. «Justum») (1). Et ad hoc facit ubique non solum scriptura, sed etiam leges et canonica jura, quorum tediosa foret et onerosa allegacio. (Sed hoc precipue deducitur xj. q. iij per totum; et bene expresse in c. «Cum eterni», *De sententia et re iudicata*, libro vj^o) (2).

Circa vero iudicium in Johannam factum, quantum maxime ad partem episcopi iudicantis spectat, ex multiplici evidenciam patet favor corruptus. In primis enim quia, suo naturali et vero principe derelicto, ymo et sede sua episcopali spreta, cujus gracia inter pares Francie annumerari debuerat (3), maluit tamen, ut dictum est, quasi vagus cum anglis residere quam suo legitimo regi debitam fidelitatem prestare et servare, quamvis nulla subesset causa digna, ut regis Francie obedienciam subterfugeret.

Secundo, quia regis Anglie, hostis manifesti ac invasoris corone Francie, hic episcopus

(1) La première référence est exacte, comme nous l'avons déjà expliqué, au commencement du chapitre précédent, et les changements introduits par M. Lanéry d'Arc ne sauraient être justifiés. Ici encore nous trouvons dans le titre XL *De verborum significatione*, au Ve livre des *Décrétales* (pp. 1934-1936), le passage auquel Bréhal fait allusion: «Non est ergo iudex, si non est in eo iusticia».

Le canon «Justum» contient cette même phrase. Il est le premier de la question II, cause XXIII, dans la seconde partie du *Décret*; (p. 1603).

(2) Un bon nombre de canons de la question III, cause XI, dans la seconde partie du *Décret* de Gratien, (pp. 1151-1207), se rapportent à l'obligation qui incombe au juge de rendre une juste sentence. — La même recommandation est faite solennellement dans le chapitre «Cum aeterni», qui est le premier du titre XIV, au deuxième livre du *Sexte* de Boniface VIII; (pp. 372-375).

(3) Dans les Additions ou gloses d'Étienne Aufréri, publiées par Dumoulin à la suite du *Stylus Parlamenti*, on lit ce passage relatif aux Pairs de France: «Sciendum est duodecim esse pares Francie, sex clericos et sex laicos: ex quibus sex sunt duces, et sex comites. Clerici sunt: archiepiscopus et dux Remen., episcopus et dux Lingonen., episcopus et dux Laudunen., episcopus et comes Belvacen., episcopus et comes Noviomen., et episcopus et comes Cathalaunen., Laici autem sunt duces Burgundie, Normandiae et Aquitaniae, et comites Campaniae, Flandriae, et Tholosae». (part. 2 cap. 2. — p. 133).

quasi primus et potissimus usque ad mortem semper consiliarius fuit, et sub ejus stipendiis continue vixit (1).

Tercio, et magis specialiter, quia in hac causa se nimis parcialem ostendit; nam ipse in propria ad dominum ducem Burgundie et dominum Johannem de Lucemburgo militem, qui exercitum et castra ante Compendium tenebant, illis et ut sibi dictam Johannam quam captivam tenebant expedirent multa et magna dona offerens, longa stipulacione cum eis disceptavit, votaue regis Anglie quo ad hoc et sua per cedula artificiose confectam explicans, tandem precio decem mille francorum, ymo et multo majore, tradi sibi ac expediri obtinuit (2).

Quarto, quoniam non sibi directe, seu primo et immediate, sed potius regi Anglie, ipsius Johanne hosti capitali, eam expediri requisivit, sicut et de facto expedita fuit (3); (ista patent in processu, folio primo et folio iij^o).

Quinto, quia undecunqu dictam summam habuerit, id est, vel de se aut de suo acceperit, seu a rege predicto eam exegerit, hoc tamen corruptum favorem ostendit (4): quia ne-

(1) Quicherat (*Procès*... tom. I, p. 1) dit à ce sujet: «Depuis qu'il se fut retiré à Rouen, il devint l'âme damnée des princes de Lancastre, qui exploitèrent à leur profit son ambition désordonnée et son ressentiment contre Charles VII». — Dans sa déposition, le frère Martin Ladvenu dit expressément: «Episcopus belvacensis tenebat partem anglorum, et erat de consiliariis ipsius regis». (Quich. tom. II, p. 307).

(2) Au lieu de: *illis et*, M. Lanéry d'Arc propose de lire: *litteras misit*. Cette interprétation nous a paru s'écarter trop du manuscrit pour être acceptée. D'ailleurs, bien que la phrase soit un peu embrouillée, un examen plus attentif de sa contexture permet, croyons-nous, de la trouver correcte et complète, et d'en saisir le sens. L'expression *in propria* signifie manifestement: dans une lettre adressée par Cauchon lui-même. L'addition *litteras misit* devient dès lors superflue.

La lettre de Cauchon au duc de Bourgogne et à Jean de Luxembourg a été insérée parmi les pièces de la première audience du procès de condamnation (9 janvier 1431). Voir Quicherat: tom. I pp. 13-14. — Le greffier Manchon confirme le fait devant les commissaires apostoliques: «Dominus Petrus Cauchon, tunc episcopus belvacensis... totis viribus procuravit ut sibi redderetur, scribendo regi Angliae et duci Burgundiae a quibus finaliter eam obtinuit, mediante tamen summa mille librarum seu scutorum et trecentum librarum annui redditus, quam rex Angliae tradidit cuidam homini armorum ducis Burgundiae, qui eam ceperat». (Quich. tom. III p. 134). — Le médecin Guillaume De la Chambre, appelé pour visiter Jeanne malade dans sa prison, apprit du comte de Warwick «quia pro nullo rex volebat quod sua morte naturali moreretur; rex enim eam habebat *caram* et *care emerat*, nec volebat quod obiret nisi cum justitia, et quod esset combusta». (Quich. tom. III, p. 51). — Un document important, publié par Quicherat (tom. V, pp. 178 et suiv.), constate qu'un impôt fut voté par les trois états de Normandie en septembre 1430, «c'est assavoir dix mil livres tournois, au paiement de l'achapt de Jehanne la Pucelle, que l'on dit estre sorcière».

(3) Le fait est constant, d'après la lettre même de Cauchon; (Quich. tom. I p. 13). Le protocole du procès de condamnation mentionne aussi que la Pucelle a été expédiée directement au Roi d'Angleterre; (*ibid.* p. 4).

(4) Quicherat a publié une quittance signée de Cauchon, attestant qu'il a touché 765 livres tournois pour ses voyages «pour le fait de Jehanne que l'on dit la Pucelle». (Quich. tom. V pp. 194-195).

que ex jure, neque ex more est, quod qualicumque etiam minimo precio prelati aut principes suspectos in fide habeant redimere.

Sexto, quia cum ad Rothomagum per eundem episcopum adducta esset, et coram anglicis suam legacionem exponeret, visus est palam voce, vultu, manuumque applausu, ac ceteris motibus corporis, magnam exultacionem pretendere (1), cum tamen dicat lex « Observandum », (ff. *De officio presidis*): « Id non est constantis ac recti iudicis, cujus animi motum vultus detegit (2). Sed et poeta eleganter ait :

« Heu ! quam difficile est crimen non prodere vultu » (3).

Septimo, quia cum omni admiratione et stupore divinam legacionem Johanna, prout tunc vulgatissima fama erat, exercens militares actus strenuissime peregrisset, mirasque victorias ubique reportasset, absque dubio iste processum propter fame repugnanciam intempere formidasset, nisi inordinatus favor mentis sue noticiam superasset, ac rationis integritatem plene violasset.

Octavo, ad majorem commoditatem, propinquiorem consuetudini juris rectionem (4), equitatem, dignioremque et ampliorem sapientum assistenciam, necnon et tranquillioem ac securiorem cause deductionem (5), poterat Parisius procedere quam Rothomagi, ubi tunc Anglorum universa cohors ac impetuusus fragor strepitusque versabatur.

IX^o, (6) quia hic episcopus protestatur se ideo velle Rothomagi procedere, quoniam ibi copia doctorum ac sapientum aderat : quare ergo de Parisius et aliunde tot numero venire fecit, et fere per medium annum tot doctores ad suas vel anglicorum expensas tenuit, sicut patet ex informacionibus et etiam ex processu (7).

(1) Dans sa déposition à l'enquête de 1452, maître Nicolas de Houpeville dit que l'évêque de Beauvais avait entrepris de bon cœur le procès contre la Pucelle, et il le montre par le fait dont il a été témoin : « quem vidit reverti de quaerendo eam et referentem legacionem suam regi et domino de Warvic, dicendo laetanter et exultanter quaedam verba quae non intellexit ». (Quich. tom. II, p. 325).

(2) Citation littérale de la loi « Observandum » ; c'est la dix-neuvième du titre XVIII *De officio praesidis*, au livre premier du *Digeste* ; (p. 257).

(3) Ovide : *Metamorph.* lib. II, vers. 447.

(4) Lan. : propinquiorem et secundum juris rectionem.

(5) Le tumulte causé par la présence des Anglais n'était pas seulement dans la ville, mais dans la chapelle même du château où eurent lieu les premiers interrogatoires. Le greffier Manchon rapporte en effet que : « in primis interrogationibus factis Johannaë fuit factus maximus tumultus in prima die suae interrogationis in cappella castrî Rothomagensis, et interrumpabantur quasi singula verba ipsius Johannaë, dum loqueretur de suis apparitionibus ». (Quich. tom. III, p. 133). — A cause de cela, le lieu des séances fut changé, mais il y avait deux anglais qui gardaient la porte.

(6) Jusqu'ici le greffier avait écrit en toutes lettres : primo, secundo, etc. Désormais il emploie les chiffres. Nous l'imiterons, pour l'exactitude scrupuleuse de notre transcription.

(7) Dans le protocole du procès (Quich. tom. I, p. 5), Cauchon parle avec affectation du grand nombre de docteurs qu'il pouvait consulter à Rouen : « grandem et maturam deliberationem cum literatis et peritis in jure divino et humano, quorum in hac civitate rothomagensi, Dei gratia, copiosus numerus erat, recipere duximus ». Il n'en est pas moins vrai, comme l'attestent les feuilles d'audience, qu'on fit venir au procès beaucoup de docteurs de Paris et qu'ils vaquèrent aux opérations de la procédure pendant les cinq premiers mois de l'année 1431. Des indemnités leur furent

N^o, quia anglicis expresse affectos doctores specialiter convocavit, alios vero non affectos respuit ac expulit, et processui adesse minime permisit (1).

XI^o, quia maximis anglicorum expensis processus omnino deductus fuit ; quod quidem absque favore esse non potest, cum in causis fidei sic fieri alias minime compertum sit.

XII^o, quoniam cum in exercitu regis Francie capta fuisset, et nullas contra eam informaciones saltim legitimas haberet quod illa in fide [f^o cxcj v^o] aliquando deliquisset, quoniam verissimile est quod de eis in processu constaret, mirum est, ymo certe perversum et iniquum ut contra eam in causa fidei procedere temptaverit. Unde ex eo restat accipere quod hoc ipsum, ut eam prorsus exterminaret ac regem Francie pro posse infamaret, fecit.

XIII^o, quia totum processum deduxit infra castrum rothomagense tunc ab anglicis usurpatum et occupatum (2), et per consequens ad talem causam non solum incomodum, sed etiam evidenter suspectum ; et hoc maxime quia locum ecclesiasticum (3) inibi accomodari sibi pecierat ob hanc causam, et obtinuerat bonum utique et opportunum.

payées : les pièces publiées par Quicherat (tom. v, pp. 196-209) fournissent le détail des sommes allouées à cet effet. Plusieurs des témoins au procès de réhabilitation déclarent en termes exprès comme un fait notoire que : « omnia fiebant expensis regis Angliae et ad prosecutionem anglicorum ». C'est, entre autres, la déposition de Guillaume Colles (Quich. tom. III, p. 161), et de Nicolas Taquel (*ibid.* tom. II, p. 317).

(1) Nous avons mentionné plus haut la conduite de Cauchon vis-à-vis de maître Jean Lohier ; voir cette note vers la fin du chapitre VIII de la première partie de la *Recollectio*. Ce n'est pas le seul fait de ce genre à la charge de l'évêque de Beauvais, qui, comme le dit ici Bréhal, a recherché les avis des hommes disposés à entrer dans ses vues, en même temps qu'il écartait ou s'efforçait d'intimider ceux dont les opinions ne lui étaient pas favorables. Maître Nicolas de Houpeville fut, pour ce motif, cité à comparaître devant Cauchon, publiquement admonesté, menacé de bannissement, et même emprisonné. Voir sa déposition devant les commissaires apostoliques ; (Quich. tom. III, p. 171). Ce témoin, après avoir fait le récit de ses vexations, ajoute que les délibérations de Pierre Monier, de Richard de Grouchet et de Pierre Pigache « non fuerunt receptae quia non placebant et quia erant allegationes Decreti » ; (*ibid.* p. 173). Il est vrai que leurs délibérations déplurent à Cauchon, cependant elles ont été insérées au dossier, et Quicherat les a publiées (tom. I, pp. 369-370). On avait cherché à terroriser les consultants ; Richard de Grouchet l'a déclaré à l'enquête. Parlant de la pression exercée sur plusieurs des docteurs, il dit : « Inter caeteros, magister Nicolaus de Houpevilla fuit in magno periculo ; necnon magistri Johannes Pigache et Petrus Monerii : ut audivit ab eis, et ipsemet loquens qui cum eis manebat, metu ac minis et terroribus tradiderunt opiniones suas, et adstiterunt processui, et fuerunt in proposito fugiendi » ; (Quich. tom. II, pp. 356-357). — Jean Massieu rapporte aussi ce qui arriva à maître Jean de Châtillon, archidiacre d'Évreux : « Aliquando reperiens quod fuerunt factae eidem Johannaë nimis difficiles quaestiones, impugnabat modum procedendi, dicendo quod non debebat sic procedi in materia . . . ; propter quam causam fuit sibi inhibitum . . . ne amplius ibi veniret nisi mandatus ». (Quich. tom. II, p. 329).

(2) Toutes les séances où Jeanne comparut furent tenues au château de Rouen, soit dans la chapelle, soit dans la grande salle ou dans une chambre voisine, soit dans la grosse tour et dans la prison même de la Pucelle.

(3) On appelait ainsi les prisons spécialement destinées aux coupables, clercs ou laïques, justiciables des officialités diocésaines et des tribunaux ecclésiastiques. — Voir M. Ch. De Beaurepaire : *Recherches sur les anciennes prisons de Rouen*, pp. 19 et suivantes.

XIII^o, quia quemdam celebrem doctorem, magistrum videlicet Johannem Lohier, tunc auditorem rote in romana curia, fideliter super hoc atque veridice deliberantem quod processus ille iniquus esset ac nullus, sic minis exterruit, ut confestim et occulte fugam peteret; hoc patet in informacionibus (1).

XV^o, quia non simpliciter et de plano, ut res ex postulat et juris dispositio tradit, processit, sed cum quanta figura et solempnitate potuit, non quidem, ut de se patuit, ut ex assistentium plurium informacione seu directione judicijum consultius seu rectius faceret (2), sed potius ut ex subdola fictione tante celebritatis magnitudinem cause pretenderet, et partem regis Francie velamine apparentis justicie infamaret; sicut et pontifex Cayphas scidit vestimenta sua sedens pro tribunali adversus Christum. De quo ait Chrisostomus (3): « Hoc fecit, ut accusacionem redderet graviorem, et quod verbis dicebat factis extolleret ».

XVI^o, quia dum ad extremum Johanna comperta fuit habitum viri resumpsisse, idem episcopus immodeste applaudens anglicis cum multa exultacione fertur palam dixisse: Ecce capta nunc est. Hoc similiter patet ex informacionibus (4).

XVII^o, quoniam verissimile est, quod ad ejus suggestionem maxime ac procuracionem, et ut ex illo judicio gloriam sibi undequae (5) vindicaret, quinyimo ut nota quasi generalis ac extreme infamie partem regis Francie vulneraret, scripsit rex Anglie diffinicionis ipsius cause gratulatorias licteras ad papam et cardinales, ad imperatorem, ac etiam ad universos Francie prelatos, quarum tenores de verbo ad verbum in fine registri ipsius processus habentur (6).

Unde ex hiis manifeste apparet quod ille, ex favore corrupto et inordinato, et ut precise anglicis complaceret, causam hanc assumpsit, atque eo perverso ordine processit.

Denique et ex eadem radice, videlicet ex fomite odii ad personam Johanne, clare advertere possumus ipsius episcopi feritatem in procedendo multipliciter ostensam. Et, eo enim quod ipse totis precordiis partem anglicorum fovebat, puellam ipsam pro jure regni et veri regis francorum felicem victricem, tanquam illis hostibus admodum contrariam et obnoxiam.

(1) Nous avons rapporté, à la fin du chap. VIII de la *Recollectio*, cet incident significatif, d'après les dépositions recueillies aux enquêtes.

(2) Bien que le manuscrit porte assez clairement *judicum*, nous estimons que le sens de la phrase demande plutôt: *judicium*. L'i omis par le greffier est donc suppléé entre crochets.

La présence de nombreux assesseurs est constatée par l'énumération de leurs noms qui figurent en tête de chaque procès-verbal d'audience.

(3) Le texte allégué par Bréhal est entièrement conforme à la citation faite par S. Thomas dans la *Chaîne d'Or* (in *Matth.* xxvi, 57); *Opera omnia...* tom. xvii p. 292. — Il est donc vraisemblable que l'inquisiteur l'a emprunté à cet ouvrage de son Maître. — Dans l'édition de S. Jean Chrysostôme (in *Matth. hom.* LXXXIV, alias LXXXV, n. 2), il est ainsi traduit: « Hoc porro fecit, ut crimen gravius efficeret, et ex re gesta verba firmaret ». Migne: P. Gr. tom. LVIII col. 754.

(4) C'est la déposition même du dominicain Isambard de la Pierre: « Vidit et audivit dictum episcopum cum aliis anglicis exultantem et dicentem, palam omnibus, domino de Warwic et aliis: Capta est »! (Quich. tom. II, p. 305).

(5) Telle est bien la leçon du manuscrit. Il nous semble toutefois que c'est un *lapsus calami*; et qu'il devrait y avoir *undique*, ou bien *undequaque*.

(6) Cf. Quicherat: *Procès...* tom. I, pp. 496-500.

ut presumi potest, ymo et ex effectu clare patet, odiebat. Et ad hoc veniunt fere omnes testimonium Rothomagi examinatorum deposiciones; et utique ex serie processus hoc idem elici potest (1).

In primis itaque memorati episcopi impia severitas ex eo patuit quia, cum isti episcopo per supradictos dominos Johanna expedita fuisset, eam protinus anglicis ipsius Johanne capitalibus inimicis exhibuit et tradidit (2).

Secundo, quia licet contra eam intenderet procedere in causa fidei, nichilominus permisit eam, contra omnem juris formam et cause exigenciam, detrudi in carceribus castri rothomagensis (3), quamvis, ut premissum est, ecclesiasticos carceres ibidem implorasset et impetrasset.

Tercio, quia statim fecit eam inhumanissime compeditari, et cathena ferrea cuidam posti

(1) Parmi les nombreuses dépositions, qui attestent que tels étaient réellement les mobiles de Cauchon, il nous suffira de citer ici celles de Nicolas de Houpeville, de maître Guillaume Manchon, du frère Martin Ladvenu et de l'huissier Jean Massieu. — Nicolas de Houpeville s'exprime ainsi à ce sujet: « Nunquam habuit aestimationem quod ipse episcopus contra eandem Johannam incoeperit processum in materia fidei pro bono fidei aut zelo justitiae, ad eandem Johannam reducendum; sed ex odio quod contra eam conceperant, quia favebat partem regis Franciae ». (Quich. tom. III, p. 170). — Le greffier Manchon ne doute pas davantage: « A son avis, tant de la partie de ceulx qui avoient la charge de mener et conduire le procez, c'est assavoir monseigneur de Beauvais et les maistres qui furent envoyés quérir à Paris pour celle cause, que aussi des Anglois à l'instance desquels les procez se faisoient, on procéda plus par haine et contempt de la querelle du roy de France ». (Quich. tom. II, p. 10). — Le dominicain fr. Martin Ladvenu dit de même: « Credit quod ex odio plus quam ex caritate processerunt; nec credit ipsam sic fuisse judicatam, si partem anglicorum tenuisset, vel contra eos non fuisset ». (Quich. tom. II, p. 308). — Enfin Jean Massieu affirme que: « quam plures habebant magnum odium contra eandem, et maxime anglici, qui eam multum timebant... Et audivit tunc dici quod omnia episcopus belvacensis faciebat ad instigationem regis Angliae et sui consilii tunc existentis Rothomagi; et credit quod ipse episcopus non faciebat zelo justitiae motus, sed ad ipsorum anglicorum voluntatem ». (Quich. tom. III, p. 152).

(2) C'est le reproche que Jeanne adressa à l'évêque de Beauvais, comme l'atteste fr. Martin Ladvenu: « Dum ipsa Johanna percepit eundem episcopum, eidem dixit quod ipse erat causa suae mortis, et quod sibi promiserat quod eam poneret in manibus Ecclesiae, et ipsa eam dimiserat in manibus suorum inimicorum capitalium ». (Quich. tom. III, p. 163).

(3) A l'enquête de 1450, le fr. Martin Ladvenu déposa sur ce point dans les termes suivants: « Quant le dit évesque se portoit pour juge, commanda ladictte Jehanne estre gardée es prisons séculières, et entre les mains de ses ennemis mortelz; et quoy qu'il eust bien peu la faire détenir et garder aux prisons ecclésiastiques; toutes fois si a-t-il permis depuis le commencement du procez jusques à la consommacion icelle tormenter et traictier très cruellement aux prisons séculières. Dit oultre davantage ce tesmoing qu'en la première session ou instance, l'évesque allégué requist et demanda le conseil de toute l'assistance, assavoir lequel estoit plus convenable de la garder et détenir aux prisons séculières ou aux prisons de l'Église; sur quoy fut délibéré qu'il estoit plus décent de la garder aux prisons ecclésiastiques qu'aux autres; fors, respondit cest évesque, qu'il n'en feroit pas cela, de paour de desplaire aux anglois » (Quich. tom. II, pp. 7 et 8). — Plusieurs autres dépositions attestent les protestations de Jeanne contre cette décision de l'évêque, et sa demande d'être « rendue entre les mains de concierges ecclésiastiques compétents et convenables ».

affixa districtissime vinciri; ymo, ut ex informacionibus colligitur, gabiam (1) ferream, ut in illa continue stans erecta captivaretur et amplius cruciaretur, fieri fecit.

Quarto, quia, priusquam citacione eam convenisset atque causam ipsam seu processum inceperat, sic ut premittitur in arcto carcere et penali ac duro poni precepit, aut saltem permisit; quinyimo in eo statu vincita et captivata jussu ejusdem citata fuit (2).

V^o, quoniam per anglicos viros armorum, non solum ipsi Johanne, ut ille bene noverat, inimicos et odiosos, sed certe, ut verissimile est, lascivos et discolos, illam precise custodiri voluit, instituit et decrevit (3).

VI^o, quia hujusmodi custodes instituens, de alimonia per eos sufficienter ac debite ministranda, de violencia non inferenda, et hujusmodi, non admonuit; sed solum quod illam bene et diligenter custodirent, quodque nemo loqueretur cum ea nisi de ejus expressa licencia, juramento solemniter astrinxit, de quo sane opus non erat, cum ad hoc nimium voluntarii essent (4). Unde ex hoc presumitur quod non solum multis necessitatibus illa subcubuit, sed et plurimas vehementes molestias pertulit.

VII^o, quia dum citata fuit, tres pias et rationabiles supplicaciones per ipsam factas idem episcopus crudeliter repulit ac denegavit: prima, quod missam audire posset et divino quandoque interesse officio; secunda, quod vellet una secum viros ecclesiasticos de partibus

(1) Gabia: cavea, unde vocis etymon; Italis *gabia* et *gabbia*; nostris *cage*. . . (Du Cange: *Glossarium*. . . tom. III, p. 451).

Plusieurs témoins, notamment les dominicains Isambard de la Pierre et Martin Ladvenu, le médecin Tiphaine, Pierre Cusquel, Pierre Daron, Pierre Miget, Nicolas Taquel, le greffier Manchon et l'huissier Massieu ont vu Jeanne dans sa prison « ferratam et compeditam ». Voir Quich. tom. II pp. 301, 302, 306, 307, 318, et tom. III, pp. 48, 140, 154, 167, 200. L'huissier ajoute: « Et scait de certain celluy qui parle que de nuyt elle estoit couchée ferrée par les jambes de deux paires de fers à chaîne, et attachée moult estroitement d'une chaîne traversante par les pieds de son lit, tenant à une grosse pièce de bois de longueur de cinq ou six pieds, et fermante à clef; parquoy ne pouvoit mouvoir de la place ». (Quich. tom. II, p. 18).

Quant à la cage de fer, Jean Massieu dit: « Audivit a Stephano Castille, fabro, quod ipse construxerat pro eadem quamdam gabiam ferri, in qua detinebatur correcte et ligata collo, manibus et pedibus; et quod fuerat in eodem statu a tempore quo adducta fuerat ad villam rothomagensis usque ad initium processus contra eam agitati. Eam tamen non vidit in eodem statu, quia, dum eam ducebat et reducebat, erat semper extra compedes ». (Quich. tom. III, p. 155). — Pierre Cusquel atteste aussi: « quod fuit facta una gabea ferri ad detinendum eam erectam; quam ipse vidit ponderari in domo sua ». (Quich. tom. II, p. 346, et tom. III, p. 180).

(2) Guillaume Manchon l'affirme comme témoin oculaire: « Vidit quod antequam dictus episcopus inciperet cognoscere de causa, jam esset ferrata dicta Johanna. Sic ferrata, fuit tradita ad custodiendum . . . et crudeliter tractabatur ». (Quich. tom. II, p. 298).

(3) Jean Massieu, après avoir parlé des chaînes de fer qu'on mettait à la prisonnière dans son cachot, dit encore: « Et habebat quinque anglicos miserrimi status, gallice *houcepailliers*, qui eam custodiebant, et multum desiderabant ipsius Johanne mortem, et de eadem saepissime ridebant ». (Quich. tom. III, p. 154).

(4) Cauchon avait choisi trois anglais pour être les geôliers titulaires; il le dit lui-même dans une pièce officielle du procès: « Commisimus ad tutam custodiam ipsius Johanne, nobilem virum Johannem Gris, scutiferum corporis domini nostri regis, et cum ipso Johannem Berwoit ac Willermum Talbot, iisdem injungentes quod bene et fideliter ipsam Johannam custodirent, nul

Francie sicut et Anglie in ea materia convocare; tertia fuit conquerendo et humiliter petendo quod non ulterius sic dure in compedibus ferreis ac vinculis detineretur. Sed in nullo istorum fuit exaudita, sed potius per ipsum episcopum asperrime repulsa. Ista patent clarissime circa initium registri seu processus (1).

VIII^o, quia per illos anglicos ad custodiam ejus deputatos ad locum examinis semper duci et ad carcerem reduci, et non per alios, idem episcopus voluit et instituit (2).

IX^o, quia tres illorum anglicorum custodum in eodem carcere continue stare, quinyimo et singulis noctibus ibidem jacere, voluit et permisit (3).

X^o, quoniam ex ipsius episcopi ordinacione nullus cum ea poterat loqui, nisi de illorum anglicorum licencia ac in eorum presencia; ymo ad eam duriciam atque seviciam inde res ipsa pervenit, ut neque ipsemet episcopus, aut etiam subinquisitor conjudex, cum ea libere et absque illorum assensu vel presencia loqui [potuerit]. Ista patent ex dictis informacionibus (4).

XI^o, quia in singulis examinacionibus compulit eam de dicendo veritatem, quantum ad

los cum ea permittendo colloqui, nisi de licentia nostra. Qui de hoc faciendo tactis sacrosanctis evangeliiis solemniter juraverunt ». (Quich. tom. I pp. 47-48). Au rapport des témoins, les geôliers s'acquittèrent rigoureusement de la seule consigne qui leur avait été donnée. Jeanne se plaignit maintes fois de leurs insolences, comme le rapporte le greffier Guillaume Colles: « Habebat custodes anglicos, de quibus conquerebat multotiens, dicens quod eam multum opprimebant et male tractabant ». (Quich. tom. III p. 161). Voir aussi la déposition de Jean Massieu, à l'enquête de 1450. (Quich. tom. II p. 18).

(1) Deux de ces demandes ont été fidèlement transmises aux juges par l'huissier Jean Massieu, dans la pièce où il atteste avoir exécuté l'ordre de citation. Voir Quicherat: *Procès*. . . tom. I, p. 43. La prisonnière avait demandé qu'on lui permit d'entendre la messe avant de comparaître; mais le promoteur conclut à ce qu'on ne lui donnât point l'autorisation d'assister aux divins offices; (Quich. *ibid.*). Jeanne réitéra plus d'une fois ses instances au cours du procès, comme l'atteste Guillaume Manchon: « Saepe durante processu, audivit eam petentem audire missam, videlicet diebus dominicis, in Ramis Palmarum et Pascha, petendo ipsa die Pascha confiteri et recipere corpus dominicum, et multum conquerebatur quod sibi denegabatur ». (Quich. tom. III, p. 136). On n'écoula pas davantage sa prière de convoquer au jugement non seulement des ecclésiastiques du parti anglais, mais aussi du parti français. — Sa troisième demande est consignée au procès-verbal de la première audience publique (21 février): « Deinceps conquesta fuit quod in vinculis et compedibus ferreis detinebatur ». (Quich. tom. I, p. 47). On lit aussi dans le procès de relaps: « Respondit quod praediligat mori quam esse in compedibus ferreis ». (Quich. *ibid.* p. 456).

(2) Le témoin, André Marguerie, l'affirme très nettement: « Bene scit quod dicta Johanna . . . custodiebatur, ducebatur et reducebatur per anglicos ». (Quich. tom. II, p. 357).

(3) « Demoura en garde au dit lieu entre les mains de cinq anglais, dont en demouroit de nuyt trois en la chambre, et deux dehors, à l'uy de la dicte chambre ». Déposition de Jean Massieu. (Quich. tom. II, p. 18).

(4) Les ordres donnés par Cauchon sur ce point ont été rigoureusement exécutés. D'après la déposition de Nicolas Taquel, « erat unus anglicus, qui habebat custodiam ostii camerae et carceris, sine cujus licentia nemo poterat, nec etiam iudices poterant, ad eam accedere ». (Quich. tom. II, p. 318). Pierre Bouchier parle de même (*ibid.* p. 322).

omnia que ab illa peterentur, super evangelia jurare : super quo nimium gravari valde conquesta est. Patet ex processu (1).

XII^o, quoniam difficilia, subtilia, obscura, captiosa et truncata interrogatoria, non obstante sexus ipsius puelle atque sensus fragilitate, injecit, fierique fecit ac permisit : unde etiam multi assistencium sepius murmurabant ; verumptam illos ex eo dure increpabat. Patet ex processu et informacionibus (2).

XIII^o, quia ut dolosus insidiator et perfidus calumpniator, multa impertinencia sibi interrogatoria fieri fecit : que quidem ad fidei causam, quam ille inaniter gloriabatur se prosequi, minime actinebant, sed potius regni ac corone Francie misteria potius et archana concernebant. Unde ipsa velut circumspecta, vel magis divino spiritu ducta, respondebat dicens : « Hoc non est de processu vestro » ; aut dicebat : « Transeatis ultra » ; vel aliquid hujusmodi, subjungens frequenter quod mallet abscindi sibi caput quam ea revelare que ad dominum regem ibant. Hoc totum constat ex processu (3).

XIV^o, quia non obstante sexus fragilitate, carceris et vinculorum longa et [f^o cxcij r^o]

(1) Le procès-verbal des cinq premières et de la septième séances mentionne les exigences de Cauchon pour obliger la prisonnière à renouveler le serment de dire la vérité. — Cf. Quicherat : *Procès* . . . tom. I, pp. 45, 50, 60, 70, 81, 93, 113, 125, etc.

(2) Il suffit de parcourir les procès-verbaux pour reconnaître la vérité de ce que dit ici l'inquisiteur. Aussi les témoins sont-ils unanimes à constater, avec le fr. Isambard de la Pierre, que « l'on demandoit et proposoit à la povre Jehanne interrogatoires trop difficiles, subtilz et cauteleux, tellement que les grands clercs et gens bien lettréz qui estoient là présens, à grant peine y eussent sçeu donner response ; par quoy plusieurs de l'assistance en murmuroient ». (Quich. tom. I p. 5). Nicolas de Houpeville rapporte avoir entendu dire au sous-inquisiteur Jean Le Maistre que Jeanne s'était plainte « super difficilibus interrogatoriis quae sibi fiebant, et quod nimis vexabatur ex interrogatoriis » ; et il ajoute : « fiebant sibi fracta, captiosa et semi-interrogatoria ». (Quich. tom. II, pp. 326-327). Guillaume Manchon déclare également que « in tam difficili causa, non erat ex se sufficiens ad se defendendum contra tantos doctores, nisi fuisset sibi inspiratum. . . fiebantque sibi per examinatores quam subtiliores questiones quas facere poterant ». (Quich. tom. II p. 342). L'évêque Jean Fabri dit de son côté : « In aliquibus valde profunde quaerebant . . . et aliquando interrompebant interrogatoria, transeundo de uno ad aliud, ad experientiam an ipsa mutaret propositum ». (Quich. tom. II p. 368). L'huissier Jean Massieu insiste à plusieurs reprises sur ce même détail. « Quant monseigneur de Beauvais, qui estoit juge en la cause, accompagné de six clercs, c'est assavoir, de Beaupère, Midy, Morisse, Touraine, Courcelles, et Fueillet, ou aucun autre en son lieu, premièrement l'interroquoit, devant qu'elle eust donné sa réponse à ung, ung autre des assistants lui interjectoit une autre question ; par quoy elle estoit souvent précipitée et troublée en ses responses ». (Quich. tom. II p. 15). Dans une autre déposition, il disait encore : « Bene recolit quod frequenter fiebant eidem Johanna fracta interrogatoria, et concurrebant interrogatoria difficilia a pluribus ; et priusquam uni respondisset, alius faciebat aliam interrogationem ; unde erat male contenta, dicendo : faciatis unus post alium. Et mirabatur loquens qualiter poterat respondere interrogationibus subtilibus et captiosis sibi factis, et quod homo litteratus vix bene respondisset ». (Quich. tom. II, p. 332). Et plus tard, devant les juges apostoliques, il rappelait les expressions mêmes dont la Pucelle s'était servie en pareille occurrence : « Beaux seigneurs, faictes l'un après l'autre ». (Quich. tom. III, p. 155).

(3) L'inquisiteur avait déjà blâmé l'insistance des juges à interroger la Pucelle sur les secrets du roi de France. Ici il fait remarquer la non-pertinence de pareilles questions avec une cause de

gravi perpessa accerbitate, victus et alimonie parcitate, ac etiam vehementi qua plerumque laborabat infirmitate, continuis tamen et fere cotidianis examinacionibus ab inicio januarii usque ad finem maii eam non cessavit vexare ; et denique ad cumulum sue impie feritatis non parum facit, quod de mane singulum examen per tres horas protrahatur, et sepe eadem die tantumdem post prandium. Patet ex informacionibus (1).

XV^o, quia per promotorem cause non pauciora quam lxx capitula uno contextu adversus eam proposita fuerunt, ad que sigillatim et per se ipsam absque direttore responderet ; in quo quidem conflictu per quatuor dies integros et continuos incredibiliter molestata fuit, ut patet ex processu (2).

XVI^o, quia contra simplicem, indoctam et minorem annis puellam tot numero prelatos ac in omni facultate doctores seu sapientes pro sibi assistendo convocavit, ita ut quandoque ultra quinquaginta affuerunt, aliquando vero et communiter quadraginta, coram quibus nunc per istum nunc per illum et plerumque per diversos inordinate et confuse simul fuit

foi. Il aurait pu apporter plus d'un autre exemple. Le greffier Guillaume Colles exprimait cette même pensée dans sa déposition, lorsqu'il rappelait les justes plaintes de Jeanne à cet égard : « Durante processu, ipsa Johanna sapientissime conquesta est quod sibi fiebant subtiles quaestiones et impertinentes ». (Quich. tom. III, p. 163). — Les procès-verbaux mentionnent fréquemment les deux réponses que Bréhal rappelle. Voir : Quich. tom. II, pp. 56, 57, 87, 94, 95, 98, 253, 307, 314, 312. — Dès le début du procès, Jeanne avait manifesté sa résolution bien arrêtée de taire ce qui concernait le roi : « nec etiam revelaret, disoit-elle, si deberet eidem caput amputari ». (Quich. tom. I, p. 45).

(1) Le registre du procès de condamnation ne nous semble pas contenir la preuve rigoureuse de cette assertion de Bréhal ; nous croyons donc qu'il ne faut pas l'entendre à la lettre, bien qu'elle soit parfaitement justifiée quant au fond. En effet, les dates des interrogatoires paraissent avoir été consignées exactement au dossier. Or le procès commença bien le 9 janvier, mais aucun interrogatoire n'est mentionné avant le 21 février, jour de la première audience publique. Nous ignorons s'il y en eut auparavant dans la prison où Jeanne était détenue. A partir du 21 février, les interrogatoires furent continus et presque quotidiens jusqu'au cinq avril inclusivement ; puis il y eut interruption des séances jusqu'au 18 avril et ensuite jusqu'au 2 mai, après quoi on ne compte plus que huit audiences. Quant à l'examen répété le matin et le soir, il n'est signalé au registre que les 12, 14 et 17 mars. Il peut se faire néanmoins que les greffiers aient rédigé la suite des interrogatoires, sans noter toujours cette double séance de la même journée. — Quoiqu'il en soit, voici ce qu'on lit dans les dépositions des témoins, d'après lesquelles Bréhal allègue le fait. Le fr. Isambard de la Pierre s'exprime ainsi : « Aliquando examen dictae Johanna durabat per tres horas de mane ; et aliquando fiebat examen tam de mane quam post prandium ». (Quich. tom. II, p. 350). Le fr. Martin Ladvenu dépose de même : « Durabantque interrogationes per tres horas vel eo circa, et fiebant ante prandium et post ». (Quich. tom. II, p. 365). Le greffier Guillaume Manchon avait rendu un témoignage identique, et il ajoutait : « Multum defatigabatur in interrogationibus ». (Quich. tom. II, p. 342).

(2) Les soixante-dix articles que le promoteur d'Estivet alléguait contre Jeanne ont été publiés par Quicherat : *Procès* . . . tom. I, pp. 204-323. La lecture de ces nombreux griefs, auxquels l'accusée répondait sans y être aidée par un conseil judiciaire, commença le mardi-saint 27 mars, se poursuivit le mercredi 28, et fut complétée le 31, jour du samedi-saint. Les expressions de Bréhal « per quatuor dies integros et continuos » donneraient lieu de penser que des interrogatoires ont eu lieu aussi le jeudi et le vendredi-saints ; cependant le registre ne donne pas ces dates, est-ce par oubli ou intentionnellement ? Il est vraisemblable que le tribunal ne s'est pas réuni ces jours-là.

prefato tempore examinata, in quorum haud dubie conspectu etiam vir doctissimus examinandus merito erubisset atque expavisset. Hoc partim ex processu, partim ex informacionibus apparet (1).

XVII^o, quia idem episcopus elegit, ac ex industria, ut verissimile est, designavit officarios in causa, non solum astutos, sed et parti anglicorum evidenter affectos, presertim promotorem et interrogatorem, etiam et quosdam notarios subdolos instituit, qui in absconso et occulto scribentes omnia dicta Johanne falsitatis crimine corrumpere studebant; nisi eorum fraudem et maliciam precipuus cause notarius, dominus videlicet Guillermus Manchon, viriliter obsistendo detexisset seu interrupisset. Et hoc similiter patet ex registro et informacionibus (2).

XVIII^o, quia cum Johanna mirum in modum vexaretur de se submittendo iudicio ecclesie, et quidam religiosus in publico examine suggestisset eidem quod se submitteret concilio generali, quod tunc actu celebrabatur, quodque ibidem erant prelati etiam de obedientia regis Francie, ac ipsa cito ac hylariter annuisset, mox ipse episcopus prefatum religiosum durissime increpavit dicens quod taceret in nomine dyaboli, nolens preterea idem episcopus quod illa submissio in scriptis poneretur (3). Hoc patet in informacionibus.

XIX^o, legitimos ac benivolos directores seu defensores, sicut cause arduitas et persone

(1) L'huissier Jean Maxsieu atteste que, dès le début du procès, Jeanne avait demandé un conseil qui la dirigerait dans ce qu'elle aurait à répondre, « cum diceret se esse simplicem ad respondendum; cui responsum fuit quod per seipsam responderet sicut vellet, et quod consilium non haberet ». (Quich. tom. II, p. 334). Tel est aussi le témoignage de Guillaume Manchon (Quich. tom. II, p. 343), et du fr. Martin Ladvenu. (*ibid.* p. 366). — Et pourtant, comme disent les témoins, « sapientior homo mundi cum difficultate respondisset »; (Déposition de l'évêque Jean Fabri. Quich. tom. III, p. 176) « Unus magister in theologia cum difficultate respondisset »; (Déposition de Jean Monnet; Quich. tom. III, pp. 63-64). — Plus de cinquante assistants sont nommés au procès-verbal d'audience: Quich. tom. I, pp. 381 et 404.

(2) Les dépositions déjà citées dans les notes de ce chapitre et des précédents nous ont fait connaître les noms de plusieurs clercs employés au procès par Cauchon: ils appartenaient notoirement au parti anglais, et avaient été choisis pour ce motif. Bréhal rappelle ici spécialement le promoteur d'Estivet et l'interrogateur Thomas de Courcelles, qui se sont signalés par leur haine contre la Pucelle. Entre autres dépositions, nous citerons seulement celle du greffier Guillaume Colles: « Ipse de Estiveto erat promotor, et in hac materia erat multum affectatus propter anglicos, quibus multum complacere volebat. Erat etiam malus homo, quaerens semper, durante hujusmodi processu, calumniare notarios et illos quos videbat pro justitia procedere. Et eidem Johanne plures injurias inferebat, eam vocando paillardam, etc. ». (Quich. tom. III, p. 162). — Le fait des greffiers apostés est ainsi raconté par Guillaume Manchon: « Furent mis deux hommes du commandement de monseigneur de Beauvais en une fenestre près du lieu où estoient les juges; et y avoit une sarge passant par devant la dicte fenestre, affin qu'ils ne fussent veus. Lesquelz deux hommes escrivoient et rapportoient ce qu'il faisoit en la charge d'icelle Jehanne, en taisant ses excusacions ». (Quich. tom. II, p. 12). Dans une nouvelle déposition, Guillaume Manchon ajoute: « Facto prandio, cum legeretur et fieret collatio in praesentia aliquorum doctorum, in domo episcopi belvacensis, de scriptura dicti loquentis facta de mane, dicebatur ipsi loquenti quod per alios aliter fuerat scriptum, inducendo eum quod scriberet ad modum aliorum. Quibus respondebat loquens fideliter scripsisse, et quod nihil mutaret, prout nec mutavit, imo fideliter scripsit ». (Quich. tom. II, p. 340).

(3) Il s'agit ici du fait rapporté par le dominicain fr. Isambard de la Pierre, dans sa déposition

qualitas quo ad sexum, etatem et sensum requirebat, non ministravit (1), cum tamen non solum juris canonici, sed et civilis legis benignitas hoc velit et jubeat.

XX^o, quia cum de assensu subinquisitoris aliqui ivissent ad consolandum eam ac exhortandum, ab eodem episcopo gravissimas minas de submersione perpessi sunt; et ob hanc causam quidam magister Johannes de Fonte, quem suum in hac parte vicarium alias instituerat, fugam latenter peciit, duoque fratres predicatorum ob id, nisi obstitisset memoratus subinquisitor, in maximo discrimine vite sue fuerunt; quippe et multi alii similes terrores de exilio, submersione et hujusmodi substulerunt, ut patet in informacionibus (2).

XXI^o, quia quidam falsi et ficti suasores ad ipsam, illo episcopo ut verissimiliter presumitur sciente, ymo forsitan ad hoc uicente, hortante et suggerente, introducebantur, simulantem se de parte regis Francie, et eam in dolo adhortantes ne ullo modo, si evadere mortem vellet, ecclesie se submitteret; quorum unus ex informacionibus magister Nicholas Loisseleur nuncupatur (3).

XXII^o, quia absque legitima et sufficienti comprobacione rei, cum utique totius processus

comme témoin juré à l'enquête préparatoire du procès de révision, le 5 mars 1450 (nouveau style). Un jour, à l'audience, ce digne religieux avait suggéré à Jeanne de se soumettre au jugement du concile général, alors réuni à Bâle, et Jeanne ayant accueilli avec joie ce conseil d'un ami dévoué, « tout incontinent, par grant despit et indignacion, l'évesque de Beauvais commença à crier: Taisez-vous, de par le diable! et dist au notaire qu'il se gardast bien d'escrire la submission qu'elle avoit faicte ». (Quicherat: *Procès*... tom. II, pp. 4-5). — Voir la déposition de Guillaume Manchon, du lundi 8 mai 1452, (Quicherat: *ibid.* p. 343); et celle faite le lendemain par le fr. Isambard, (Quicherat: *ibid.* p. 349).

(1) On a vu dans les notes précédentes la preuve de cette allégation. L'huissier Jean Massieu le disait à l'enquête de 1450: « La dicte Jehanne n'eut oncques aucuns conseils; et luy souvient bien que ledit Loysseleur fut une fois ordonné à la conseiller, lequel lui estoit contraire, plutost pour la decevoir que pour la conduire ». (Quich. tom. II, p. 15).

(2) Le dominicain Guillaume Duval raconte ainsi le fait à l'enquête de 1450: « Laquelle session faicte, celui qui parle et frère Isambart, avecques maistre Jehan de la Fontaine, furent députés juges pour la visiter et conceiller ledit jour après disner. Lesquelz vindrent ensemble au château de Rouen pour la visiter et admonester. Là trouvèrent le comte de Warvic, lequel assaillit par grand despit et indignacion, mordantes injures et opprobres contumélioux ledit fr. Isambart en luy disant: « Pourquoi souches-tu le matin ceste méchante, en lui faisant tant de signes? Par la morbleu! Vilain, si je m'aperçois plus que tu mettes peine de la délivrer et advertis de son prouffit, je te ferai gecter en Seine ». Pourquoi les deux compagnons dudit Isambart s'enfouirent de paour en leur couvent ». (Quich. tom. II, p. 10). Guillaume Manchon dépose de son côté ce qui se passa au tribunal, quand l'évêque de Beauvais apprit d'un garde de la prison qu'ils avaient conseillé à Jeanne de se soumettre au pape et au concile: « En l'absence d'iceux de Fonte et religieux, ledit evesque se courrouça très fort contre maistre Jehan Magistri, vicaire de l'inquisiteur, en les menassant très fort de leur faire desplaisir. Et quant ledit de Fonte eut de ce congnoissance, et qu'il estoit menacé pour icelle cause, se partist de ceste cité de Rouen, et depuis n'y retourna; et quant aux deux religieux, se n'eust été ledit Magistri, qui les excusa et supplia pour eux, en disant que se on leur faisoit desplaisir, jamais ne viendroit au procès, ils eussent été en péril de mort ». (Quich. tom. II, p. 13).

(3) Nous avons allégué plus haut, dans une note du chapitre VIII de la *Recollectio*, plusieurs dépositions qui établissent le fait mentionné ici de nouveau par Bréhal.

materia saltem potior incerta esset et occulta, ac in omni recto iudicio ad partem humaniorum trahenda, ymo potius absque diffinitione penitus relinquenda, nichilominus adjudicavit eam, et compulit coram multis milibus personarum utriusque sexus publice exponi, atque in scafaldo (1) sublevatam cum extrema ignominia predicari, et tandem, nisi quedam enormia atque execrabilia, sibi per cedulam quam minime previdit aut intellexit exhibita, nedum revera per eam numquam perpetrata, sed et neque excogitata, revocaret et abjuraret, de illam statim comburendo fecit per predicantem aspere comminari (2); et denique, cum illa merito resisteret, jussit sententiam diffinitivam de relinquendo eam brachio seculari pro majori parte legi. Ista similiter constant ex processu et informacionibus.

XXIII^o, quia cum ipsa, de vigore hujusmodi abjuracionis ignara, suadencium instantiis simpliciter et humiliter paruisset, quippe et supplicasset quatinus a tetris et prophanis illis carceribus et a vinculis ipsis crudelibus quibus tandiu afflicta existerat absolveretur, virisque probis et ecclesiasticis custodienda traderetur, eligens potius concito mori, ut lacrimabiliter asserebat, quam ulterius sic detineri, nichilominus, eodem episcopo volente, fuit per manus gladiatorum anglicorum ad pristinos carceres contumeliose reducta, et crudelius quam ante detenta, ymo et de violacione sue pudicie vehementer impetita. Hec, ut prius, ex processu et informacionibus (3).

XXIII^o, quia precise ob causam resumpcionis habitus viri modo premissis, et etiam constantissime adhesionis ad suas revelaciones, prefatus episcopus non acquiescens deliberacioni et consilio sanioris partis assistencium super ea causa per eum convocatorum (4), cito et precipitanter ad diffinitivam sententiam processit, brachioque seculari cremendam (5) reliquit. Hoc ex processu.

(1) Scafaldus: tabulatum altius adductum, theatrum; Gallis, eschafaud. — Du Cange: *Glossarium* . . . tom. vi, p. 85.

Le procès-verbal du 24 mai raconte les détails de la prédication faite par Erard au cimetière de Saint-Ouen, pendant laquelle Jeanne demeura exposée sur un échafaud à la vue d'une multitude de peuple, devant le cardinal de Winchester et les trois évêques de Thérouten, de Noyon et de Nordwick, accompagnés de huit abbés et d'un grand nombre de docteurs. — Cf. Quicherat, *Procès* . . . tom. I, pp. 443 et suiv. — Voir aussi les notes du *Summarium*, art. vi.

(2) D'après la déposition de Jean Massieu, « ledit Erard, à la fin du preschement, leut une cédulle contenant les articles de quoy il la causoit de abjurer et révoquer »; il ajouta que « s'elle alloit à l'encontre d'aucuns desditz articles, elle seroit arse . . . Tu les abjureras présentement, ou tu seras arse ». (Quich. tom. II, p. 17).

(3) Presque tous ces détails se retrouvent dans les passages des dépositions précédemment citées, surtout au *Summarium*, art. IV et VI. — Guillaume Manchon a rapporté à l'enquête de 1450 la demande que Jeanne fit après son abjuration. « Au partement du preschement de Saint-Ouen », elle dit: « Or ça entre vous gens d'Église, menez-moi en vos prisons, et que je ne soye plus en la main de ces anglois ». Sur quoy, monseigneur de Beauvais répondit: « Menez-la où vous l'avez prinse ». Pourquoi fut remené au chasteau, duquel estoit partie ». (Quich. tom. II, p. 14).

(4) Bréhal fait allusion à la délibération du 29 mai où l'abbé de Fécamp dit qu'il fallait, avant de rendre la sentence, lire de nouveau et expliquer à Jeanne la formule d'abjuration. La plupart des consultants présents c'est-à-dire trente-trois d'entre eux, se rangèrent à cet avis, dont Cauchon ne tint pas compte. Cf. Quicherat: *Procès* . . . tom. I, pp. 463-467.

(5) Au lieu de *cremandam*.

XXV^o, quia ad extremum, ut ex tenore registri circa finem patet, fuit per istum Johanna omni communione (1) et gracia judicialiter reputata penitus indigna, quamvis penitencie et eucharistie sacramenta percipere devotissime requisiverit; ut constat ex informacionibus.

XXVI^o, quia per unam et eandem sententiam fuit Johanna pronunciata excommunicata, neque tamen reperitur quod exinde beneficium absolucionis reportaverit, sicut ex stillo inquisitionis et moris et juris est; sed confestim post pronunciacionem igni tradita fuit, tamquam non solum corporis sed etiam anime, quantum potuit et sua interfuit, ille ad cumulum vindicte impius iudex perdicionem sicerit. Hoc in processu ex tenore sentencie perpenditur (2).

XXVII^o, quia non obstante devotissimo atque piissimo ejusdem Johanne exitu, cujus gracia etiam ille episcopus coacta compassione impulsus uberrime lacrimari visus est (3), nichilominus adhuc quod supererat sue ferocitatis non omittens, quippe et mortuam persequi volens, jussit flamme reliquias, utpote cineres et pulveres, colligi et in flumen ex toto projici. Hoc ex fama publica patet (4).

XXVIII^o, quia quemdam religiosum ordinis predicatorum, eo quod dixerat omnes qui sepe dictam puellam dampnaverant seu judicaverant male fecisse, compulit judicialiter re-

(1) Lan.: commutatione. — Ce fut après avoir autorisé l'administration des sacrements de pénitence et d'eucharistie, que Cauchon prononça la sentence qui déclarait Jeanne excommuniée. La remarque en fut faite à l'enquête de 1450 par le fr. Isambard de la Pierre. (Cf. Quich. tom. II, p. 6). Un procédé si étrange méritait assurément une flétrissure spéciale.

(2) La teneur même de la sentence suffit sans doute à établir ce fait, sur lequel néanmoins les commissaires apostoliques portèrent leur attention dans l'interrogatoire des témoins. La déposition de Guillaume Manchon est aussi explicite que possible: « Interrogatus . . . qualiter sibi traderunt Eucharistiae sacramentum, attento quod eam declaraverunt excommunicatam et haereticam, et si eam absolverint in forma Ecclesiae: dicit quod super hoc fuit deliberatum per iudices et consiliarios, an sibi petenti deberet dari Eucharistiae sacramentum, et quod absolveretur in foro poenitentiali; non tamen vidit aliam absolutionem sibi exhiberi ». Déjà pareille détermination avait été prise lorsque Jeanne, gravement malade dans son cachot, demanda « avoir confession et son Sauveur aussi ». Le juge impitoyable répondit: « Si perseveraret in illo proposito de non submittendo se ecclesiae, non poterant sibi ministrari sacramenta quae petebat, excepto sacramento poenitentiae, quod semper eramus parati exhibere ». (Quich. tom. I, p. 377).

(3) En rapportant, à la fin du dernier chapitre de la première partie, les détails de la pieuse mort de la Pucelle, nous avons dit que tous les témoins s'accordaient à parler de l'émotion et des pleurs de l'assistance. Cauchon lui-même ne put s'empêcher de verser des larmes. Voir, entre autres, la déposition du fr. Isambard de la Pierre. (Quich. tom. II, p. 352).

(4) Bréhal parle ici d'après le bruit public, comme il a soin de le noter, il ne pouvait pas en effet baser son affirmation sur les dépositions des témoins entendus au procès. A part André Marguerie, qui attribue au cardinal d'Angleterre l'ordre de jeter à la Seine les cendres de la Pucelle (Quich. tom. III, p. 185), Pierre Cusquel, Laurent Guesdon et Pierre Daron (Quich. tom. III, pp. 182, 188, et 202) racontent seulement le fait sans préciser par qui il a été commandé. L'huissier Jean Massieu ne paraît pas mieux renseigné sur ce point. Voici son témoignage d'ailleurs intéressant: « Audivit etiam tunc dici a Johanne Fleury, clerico baillivi et graphario, quod tortor retulerat quod, igne cremato et in pulvere redacto, remansit cor illaesum et sanguine plenum. Et sibi fuit dictum quod pulveres et quiquid ex ea remaneret, congregaret et in Sequanam projiceret; quod et fecit ». (Quich. tom. III, pp. 159-160).

vocare, et carceri fere per annum in pane et aqua presumpsit condempnare. Hoc expresse habetur in fine registri (1).

Et ita ejusdem episcopi manifesta severitas ac persone affectatum odium ex premisis evidenter comperitur, cum tamen in iudice, etiam secundum dictamina civilium legum, hoc ad summum execrabile censeatur, quoniam semper ad humanitatem inclinant : (ff. *De legibus et senatusconsultis*, lege « Nulla », in qua dicitur) : [f^o **cxcij v^o**] « Nulla juris ratio aut equitatis benignitas patitur, ut que salubriter pro utilitate hominum introducuntur, ea nos duriore interpretacione contra ipsorum comodum producamus ad severitatem » (2). Et (ff. *De officio presidis*, lege « Observandum »), dicitur : Jus reddens in recognoscendo excandescere, scilicet ira, odio aut indignacione, non debet adversus eos quos malos putat (3). Quanto magis ergo secundum canonica jura in ecclesiastico iudice aut prelato, causam potissimum fidei deducente, severitas ac impietas dampnabilis perhibetur, cum promptiora semper sint ad absolvendum quam ad condempnandum, (ut c. « Ex litteris », *De probacionibus* ; et ad hoc in *glosa* allegantur ibidem multe concordancie) (4). Sed et in premissa fidei causa, que potius ad reducendum devios quam puniendum ex communi et sincera (5) intencione ecclesie agitur, omne odium, omnis rigor, omnisque impia severitas tam prelati quam inquisitoribus contra hereticam labem deputatis districtissime et sub gravissimis penis interdicitur : (ut clare patet in *Constitutione* « Multorum », cum notatis ibidem per doctores, titulo *De hereticis* libro vij^o) (6).

(1) Après les actes du procès de Jeanne d'Arc, y compris l'information et les dépositions illégales qui eurent lieu dans la semaine consécutive à l'exécution, le registre contient encore les pièces concernant le fait que Bréhal allègue en dernier lieu pour manifester l'animosité de Cauchon et l'énormité de sa conduite. Un dominicain, Pierre Bosquier, avait traité de méfait le jugement rendu contre la Pucelle. L'évêque de Beauvais, sans juridiction sur l'inculpé, osa le traduire à sa barre et l'obliger à faire amende honorable. Non content de lui avoir imposé une humiliante rétractation, il rendit un arrêt par lequel il infligeait au soi-disant coupable la peine de la prison au pain et à l'eau jusqu'au jour de Pâques de l'année suivante. La sentence fut rendue le 8 août 1431, et en 1432 Pâques tombait le 20 avril. — Cf. Quich. : *Procès*... tom. 1, pp. 495-496.

(2) C'est le texte entier de la loi, qui est la vingt-cinquième du titre III, *De legibus, senatusque consultis, et longa consuetudine* au livre premier du *Digeste* ; (p. 237).

(3) Ici Bréhal s'est contenté d'emprunter à la loi « Observandum » quelques-unes de ses principales expressions, qu'il a disposées à son gré, en y ajoutant une petite glose pour expliquer le mot : *excandescere*. — La loi est la dix-neuvième du titre XVIII, au premier livre du *Digeste* ; (p. 257).

(4) La raison alléguée par Bréhal : cum promptiora semper, etc. est extraite du chapitre « Ex litteris », qui est le troisième du titre XIX, au second livre des *Décretales* ; (pp. 681-682). — Sur le mot *promptiora* la glose marginale cite un grand nombre de dispositions légales, qui démontrent la vérité de cette affirmation.

(5) Il faudrait évidemment *sincera* ; mais l'e du manuscrit est bien formé.

(6) Les divers paragraphes du chapitre I « Multorum », titre III *De haereticis*, au ve livre des *Clémentines* (p. 263), contiennent à cet égard les recommandations les plus expresses, et les gloses des plus célèbres canonistes appellent l'attention sur ce point d'une importance capitale. Dans son *Directorium*, Nicolas Eyméric cite le texte de la *Clémentine* « Multorum » et la *glose ordinaire* de Jean André, pp. 411 et 215.

Nec sufficit ad excusacionem hujus, quia frequenter iste episcopus videtur protestari se zelo fidei et affectu justicie dumtaxat ad procedendum moveri. Nam vicia plerumque se virtutes minus provide menciuntur : (c. « Nisi cum pridem », *De renunciacione*, circa medium ; et c. « Sepe », xli dist.) (1) ; et specialiter crudelitas zelus justicie vult apparere, (ut ibi dicitur). Ideo in proposito ait Crisostomus : « Prohibet Christus me (2) per jactanciam justicie christiani christianos ledant ac despiciant, ut solis plerumque suspicionibus sunt quidam ceteros odientes et condempnantes, ac sub specie pietatis proprium odium exequentes » (3). Et Tullius, (libro primo *de officiis*), ait : « Tocius injusticie nulla capitalior, quam eorum qui, cum maxime fallant, ita agunt ut boni viri videantur » (4). Et rursus : « Existunt sepe injurie quadam nimis callida sed maliciosa juris interpretacione ; ex quo illud factum est jam tritum proverbium : Summum jus summa injuria est » (5) ; et illud : Simulata equitas duplex est iniquitas.

Et hoc sufficiat de presenti capitulo.

TERCIUM CAPITULUM

De incommoditate carcerum ac custodum ejus.

Ex premissis jam quodammodo apparet, quod carceres, in quibus Johanna detenta per longum illius qualiscumque processus fuit, non erant competentes, nec respectu detente

(1) Vers le milieu du titre IX *De renunciacione*, au premier livre des *Décretales*, se trouve le chapitre sixième « Nisi cum pridem », (pp. 232-238) dans lequel le pape fait une remarque analogue à propos d'une renonciation sous prétexte d'humilité.

Le canon « Saepe », sixième de la xli distinction, au premier livre du *Décret* (p. 249), est plus explicite ; il est ainsi conçu : « Saepe se vicia esse virtutes menciuntur, ut tenacitas parcimonia, effusio largitas, crudelitas zelus justitiae, remissio pietas veliti videri ».

(2) Au lieu de : Prohibet Christus me, qui est une faute de copiste, il faut lire : *ne*...

(3) Ce passage se trouve dans l'*Opus imperfectum in Matth. hom.* xvii in cap. vii. 4, parmi les œuvres faussement attribuées à S. J. Chrysostôme. L'auteur inconnu dit : « Dominus hoc mandato non prohibet christianos ex benevolentia corripere alios christianos dignos correptione : sed ne aut per jactanciam justitiae suae christianos despiciant peccatores, derogantes frequenter de multis, et ex solis plerumque suspicionibus odientes caeteros et condempnantes, et sub specie pietatis proprium odium exequentes ». Migne : P. Gr. tom. lvi col. 725. — Bréhal l'a probablement emprunté à la *Chaine d'or* de S. Thomas (in *Matth.* vii) — *Opera omnia*... tom. xvii, p. 84.

(4) La citation est textuelle, hormis une légère variante (lib. I *de Officiis*, xiii). — Œuvres de Cicéron : tom. xxvii, p. 314.

(5) Ce passage est emprunté au même ouvrage (lib. I *de Officiis*), mais au chap. x : « Existunt etiam saepe injuriae calumnia quadam et nimis callida sed malitiosa juris interpretacione. Ex quo illud : summum jus, summa injuria, factum est jam tritum sermone proverbium ». Œuvres de Cicéron : tom. xxvii, p. 304.

Le proverbe suivant n'est pas de Cicéron, à notre connaissance du moins ; mais nous l'avons rencontré dans S. Augustin, où la forme caractéristique de l'expression nous avait suggéré de le chercher. Commentant le 7^e verset du *Psaume* 63, l'évêque d'Hippone parle ainsi à son peuple : (*Enarrat. in Ps.* 63 n. 11) : « Simulata aequitas non est aequitas, sed duplex iniquitas, quia et iniquitas est et simulata ». Migne : P. L. tom. xxxvi, col. 765.

persone; quia mulier erat et juvenis, de qua legis civilis edictum sic habet: Nulla mulier, neque in causa civili neque in criminali, in carcere mictatur, aut viris custodienda tradatur, ne ejus castitati injuriatur; sed si de gravissimo crimine accusetur, in monasterium vel assistorium immictatur, aut mulieribus tradatur a quibus custodiatur, donec causa manifestetur (1); (in *Authentica* novo jure, C. *De custodia et exhibicione reorum*). Unde etiam in carcere prohibetur fieri commixtio sexuum tamquam indecens et periculosa: (lege iij, C. *De custodia reorum*). Nam in isto favetur mulieri: (lege j, C. *De officio diversorum judicum*) (2).

Racione vero cause, nullatenus decuit quod in tali carcere, videlicet prophano, squalido, obscuro, crudeli, hostili atque privato, id est, ubi capti ex bello ponebantur, ipsa manciparetur et detineretur. Fingebat enim iste episcopus se contra Johannam super crimine heresis et in causa fidei procedere. Ideo, cum sit crimen mere ecclesiasticum: (c. « Ut inquisitionis », §. « Prohibemus », *De hereticis*, libro vj^o) (3), non debuit in carcerem prophanum et secularem detrudi, et presertim cum in civitate rothomagensi sint ecclesiastici carceres boni et opportuni, quos, ut premissum est, idem episcopus imploraverat, et pecierat cum territorio sibi ob hanc causam signanter accommodari, et obtinuerat, sicut expresse patet ex serie licite prefate accommodacionis.

Unde, circa detencionem hereticorum seu hereticales carceres, per providenciam ecclesie et ex jure inveniuntur quedam specialia introducta, que tamen iste nullo modo observavit: (de quibus clare legitur et notatur in *Clementina* « Multorum », *De hereticis*) (4). Nam, ubi non sunt speciales pro hoc crimine carceres, qui in quibusdam regionibus muri dicuntur, tunc vigore legis ecclesiastice carceres episcopales debent dyocesanis et inquisitoribus esse

(1) Le manuscrit de la *Recollectio* porte: *assistorium*, au lieu du mot d'origine grecque: *asceterium*, qui se lit dans les éditions imprimées. D'après Du Cange (*Glossarium*... tom. I, p. 428) le latin *assistorium* dériverait d'*assistere*.

Dans la référence, qui suit la citation du Droit, il y a une erreur de mémoire, provenant de la similitude des titres. Le greffier a écrit: *De custodia et exhibicione reorum*, qui se trouve au *Digeste*, tandis que le véritable titre (quatrième du neuvième livre du *Code*) est seulement: *De custodia reorum*. C'est là (p. 588) que se trouve le texte du droit nouveau allégué par Bréhal. — L'édition que nous avons sous les yeux renvoie ensuite au titre xvii *Ut nulli judicium*; Novella Constitutio de Vicariis §. *necessarium*, cap. ix in collatione ix *Authenticarum*; (p. 4039).

(2) C'est la loi troisième « Quoniam unum » du titre iv *de custodia reorum*, au ix^e livre du *Code*. (p. 587), qui interdit le mélange des prisonniers et prescrit une habitation séparée pour les femmes.

La loi première « Nemo judex » du titre xlviii *De officio diversorum judicum*, au premier livre du *Code* (p. 404), favorise les mères de famille par une disposition spéciale.

(3) Dans le paragraphe « Prohibemus », du chapitre xvii, titre ii *De hereticis*, au cinquième livre du *Sexte* de Boniface viii (pp. 639-642), défense est faite aux seigneurs temporels et à leurs officiers de connaître du crime d'hérésie. La raison est donnée dans les termes mêmes cités par Bréhal: « cum sit crimen mere ecclesiasticum ».

(4) Cette *Clémentine*, déjà citée par Bréhal, sera encore plus d'une fois alléguée dans la suite. Elle se trouve au Ve livre des *Clémentines*, titre iii *De hereticis*; le chapitre premier (pp. 263-269) renferme les dispositions relatives aux prisons spéciales des hérétiques.

communes. Ideo iste non debuit aut potuit licite alios assumere. Unde et Johanna merito, de eo quod non erat in ecclesiasticis carceribus, conquerebatur; et ille utique veniebat de manifesta temeritate increpandus: (ut in c. « Si decreta », xx dist.) (1).

Preterea, eam duro tradere carceri et arto, longo tempore priusquam inquisitorem requireret, presumpsit. Ideo, juxta prefatam constitutionem, nulliter et indebite, presertim ante citationem et cause cognicionem, processit. Unde et lex dicit: Nullus incarcerari debet, ut ligetur in carcere, antequam convincatur (2).

Amplius, non solum duro et arto (3), sed etiam terribili et penali carceri eam tradidit, contra expressum tenorem dicte *Clementine*; et iterum secundum leges, cum carcer potius inventus sit ad custodiam quam ad penam: (ff. *De penis*, « Aut dampno » §. « Solent ») (4). Nam et ipsarum legum humanitas vult, quod etiam reus capitalis criminis exhibitus non debeat pati manicas ferreas inherentes ossibus; sufficit enim ut talis tute custodiatur, et nullatenus crucietur: (C. *De custodia et exhibicione reorum*, lege j) (5). Que etiam lex non

(1) Le canon « Si decreta » est le second de la vingtième distinction, dans la première partie du *Décret*; (p. 109). Il est conçu en ces termes: « Si decreta Romanorum Pontificum non habetis, de neglectu atque incuria estis arguendi. Si vero habetis et non observatis, de temeritate estis corripendi et increpandi ».

(2) Bréhal n'indique pas où il a pris ce texte, qu'il cite probablement de mémoire. Il nous semble qu'il avait en vue la loi « Nullus », qui est la seconde du titre iii: *De exhibendis et transmittendis reis*, au neuvième livre du *Code*, (p. 587). Elle s'exprime ainsi: « Nullus in carcerem, priusquam convincatur, omnino vinciatur ».

(3) Lan: arduo. — La *Clémentine* citée tout à l'heure défend expressément les agissements dont Cauchon s'est rendu coupable.

Au chapitre précédent, nous avons cité les dépositions relatives au traitement qu'on infligeait à Jeanne dans son cachot. Il ne nous reste à noter ici que certaines particularités propres à donner une connaissance plus complète du lieu. Laurent Guesdon dit: « Erat in carceribus castri rothomagensis, non in carceribus communibus ». (Quich. tom. iii, p. 187). Mauget Leparmentier ajoute: « in grossa turri »; (*ibid.* p. 186). Le fr. Isambard de la Pierre: « in quadam camera satis tenebrosa ». (Quich. tom. ii, p. 302). Pierre Cusquel: « in quadam camera sita subtus quemdam gradum, versus campos... versus portam posteriorem ». (Quich. tom. iii, pp. 180 et 305). Enfin l'huissier Massien: « in quadam camera media, in qua ascendebatur per octo gradus ». (Quich. tom. iii, p. 154).

(4) La raison alléguée par Bréhal se trouve, quant au sens, au paragraphe « Solent » de la loi « Aut damnum », qui est la huitième du titre xix *De penis* dans le livre xlviii du *Digeste*; (p. 1623).

(5) Nous avons déjà fait remarquer qu'il y a, au *Digeste*, livre xlviii, un titre iii *De custodia et exhibicione reorum*; (p. 1587). La première loi de ce titre laisse au juge la libre appréciation de ce qu'il convient de faire de l'accusé suivant la qualité de la personne ou la gravité du crime. Bien que ce texte puisse être allégué dans le sens que Bréhal avait en vue, nous n'hésitons pas à affirmer qu'il y a eu ici, de la part de l'inquisiteur ou du greffier, une confusion avec le titre similaire du *Code*. En effet le manuscrit ne porte pas le sigle du *Digeste* (ff), mais le C. placé avant le titre, selon son usage pour indiquer le *Code*. Il faut donc lire: *Code* (livre neuvième), *De Custodia reorum* (titre iv), loi première « In quacumque causa »; (p. 587). C'est là qu'on retrouve les passages, auxquels Bréhal fait allusion dans son texte. On y lit: « Interea vero reum exhibitum, non per ferreas manicas et inhaerentes ossibus mitti oportet... ut cruciatio desit ». Puis, après avoir fait mention de la lumière du jour, dont on ne doit pas priver l'accusé, la loi ajoute ces paroles, qui sont manifestement indiquées dans la phrase subséquente de la *Recollectio*: « Ne pœnis carceris perimatur; quod innocentibus miserum, noxiis non satis severum esse dignoscitur ».

patitur hujusmodi reum in obscuro diei luce privari ; quanto magis, ait, innocenti miserum esset. Unde, cum ex hujusmodi penoso carcere se intollerabiliter cruciari frequenter palam et in judicio Johanna conquesta sit, protestans potius velle mori quam ulterius sic torqueri (1), ex hoc plane irritatur, si quid contra se confessa fuerit, quia « qui in carcerem detrusit aliquem, ut ab eo aliquid extorqueret, quicquid ob hanc causam factum est nullius est momenti » (2) ; (ff. *Quod metus causa*, lege penultima). Et etiam ultro mori appetens ut penam questionis effugiat non est audiendus : (ff. *De questionibus*, lege j §. « Si quis ») (3). In verbo autem questionis, non solum intelliguntur tormenta corpori exhibita, sed etiam fames, sitis, squalor carceris, et quilibet alius dolor quo quis afficitur, donec objectum crimen confiteatur. Ymo sordidus carcer potest convenienter questio appellari : (ff. *De injuriis*, lege « Apud Labeonem », §. « questionem », et §. « questionis ») (4).

Denique, quantum ad custodes qui commentarienses in jure civili vocantur, est per constitutionem ecclesie superius allegatam, quantum ad causas fidei pertinet, lex specialis ad providenciam et exactam cautelam posita : videlicet, quod deputentur duo, unus ex parte episcopi, alter ex parte inquisitoris, quorum quilibet ipsius carceris seu conclavis differentem clavem debet habere, ita ut secundum communem episcopi et inquisitoris ordinationem universa detentis necessaria ministrentur et singula peragantur ; quod hic per istos nullo modo reperitur observatum.

Ceterum ipsi custodes, per constitutionem predictam, debent esse discreti, industriosi atque fideles, ut constat ex textu ejusdem ; que minime presumi possunt de istis ad custodiam Johanne deputatis. Nam hii erant viri [f^o cxciij r^o] bellicis dediti, et per consequens de viciis multis suspecti, juxta illud quod de beatissimo Martino ait Severus Sulpicius, de tempore milicie ejus loquens : « Integer tamen ab illis viciis, quibus illud hominum genus implicari solet » (5). Nam tironibus, id est militibus, non debet facile hujusmodi custodia committi, eo quod nimis carnales sunt ; (ff. *De tironibus*, lege prima, in fine) (6). Et ita

(1) Cf. *Summarium*, art. vi.

(2) C'est presque à la lettre la loi vingt-deuxième « Cui in carcerem », c'est-à-dire l'avant dernière du titre III *Quod metus causa*, au livre VI du *Digeste* ; (p. 323).

(3) La loi « In criminibus » est la première du titre XVIII *De quaestionibus*, au livre XLVIII du *Digeste* ; (pp. 1618-1619). Le paragraphe 27 « Si quis » débute ainsi : « Si quis ultro de maleficio fateatur, non semper ei fides habenda est. Nonnunquam enim aut metu, aut qua alia de causa, in se confitetur ».

(4) C'est le sens des deux paragraphes « Quaestionem » et « Questionis » (§. 41) de la loi « Item apud Labeonem », qui est la quinzième du titre X *De injuriis*, au livre XLVII du *Digeste* ; (p. 1569).

(5) Sulpice Sévère : *De vita beati Martini*. — Migne : P. L. tom. xx col 161. D.

(6) Il y a manifestement une confusion ou une omission dans cette référence. La première loi du titre XLIV *de tironibus* appartient au XII^e livre du *Code*, (p. 751) ; et non au *Digeste*, dont le sigle [ff] a pourtant été fort clairement tracé par le greffier. Il nous paraît vraisemblable que le texte original de l'inquisiteur alléguait deux lois à ce sujet : l'une du *Digeste*, la quatorzième du titre III : *De custodia et exhibitione reorum*, au livre XLVIII ; (p. 1588), dans laquelle on lit précisément l'assertion de Bréhal : « Non est facile tironi [glossa : id est, novo militi] custodia credenda » ; l'autre serait empruntée au *Code* : *De tironibus*, lege prima, in fine.

nullo modo Johanna, que juvenula erat, debuit istis committi, (juxta auctoritatem premissam, novo jure) (1).

Licet non digne opus sit hic plurimum allegare, aut dicta fulciri argumentis vel auctoritatibus, quoniam manifesta ibi patet iniquitas, rursus juxta eandem *Clementinam*, ipsi custodes de fidelitate prestare debent juramentum. Sed hic omnino presumi poterat quod hii erant in proposito, scilicet ad eam custodiendum, malefidi ; sicut et de facto patuit in violenta actemptatione pudicie ejus, et in variis afflictionibus sibi in ipso carcere illatis. Quinymo idem episcopus plene noverat quod illi, quia anglici genere ac subjectionis lege, erant de inimicia in Johannam ad hoc non permittendi. Ad hoc etiam constabat cuilibet manifeste, cum evidens esset, eos hostes capitales esse ; ideoque primo opere cavere debuit, ne ad eorum manus deveniret, cum indubitanter animadvertere posset quod, et per se ipsos et alios effrenatos hostilesque complices, plurimas molestias Johanne inferrent, cum tamen dicat lex (prima C. *De custodia reorum*) (2) quia observatores reorum cum humanitate quadam debent tractare incarceratos, nec debent accusatoribus crudelitatem suam vendere precio vel gracia, astringendo incarceratos fame, vel angustia aut siti, vel trahendo eos a loco audiencie unde neminem audiant, vel clamantes a nemine audiantur. Si autem hoc fecerint, debet judex eis imponere penam capitalem ; alioquin infamatur ipse judex, et periculum subit pro arbitrio superioris. Hec verba in forma ponit Azo (in *Summa*, rubrica predicta).

Ex informationibus nempe factis Rothomagi clare habetur, quod innotuerunt dicto episcopo plurime enormes violencie ac molestie ipsi simplici ac miti puelle irrogate. Nichilominus illos custodes perfidos non punivit ; et certe satis presumitur quod non fuisset ausus, cum etiam, ut asseritur, ingressum ad dictos carceres non nisi per magnam difficultatem ipse haberet, et quam captivam suam dicebat in potestate libera non teneret. Ideo consequenter patet, quod de clavibus, juxta providenciam dicte constitutionis, nichil penitus fuit observatum, similiter neque de actencione et sollicitudine circa administracionem victus et aliorum necessariorum, cum tamen lex etiam civilis decernat quod episcopi tenentur subvenire diligenter de victu necessario incarceratis : (C. *De episcopali audiencia*, lege « Judices ») (3).

Patet ergo evidenter incomoditas carceris et custodum, seu commentariensium, et per consequens non solum iniquitas, sed et maxima impietas judicis.

(1) L'autorité invoquée par Bréhal est celle de la *Novelle* 134, *Ut nulli judicium*, (p. 1040), que nous avons mentionnée plus haut.

(2) La loi première « In quacumque causa » du titre IV au livre neuvième du *Code* ; (p. 587). — Bréhal allègue ci-après le sens, et même en grande partie le texte du commentaire fait sur cette loi par Azzon, célèbre jurisconsulte du XII^e siècle, professeur à Bologne et à Montpellier, mort vers la fin de 1220, qu'on avait surnommé le *Maître du droit* et la *source des lois*. — Voir : *Summa Azonis in jus civile*, p. 236, col. 2.

(3) La loi « Judices » est la neuvième du titre IV, au premier livre du *Code* ; (p. 46). Elle entre dans le détail des fournitures à faire pour les vivres des détenus.

QUARTUM CAPITULUM.

De recusacione iudicis, et sufficienti provocacione seu appellacione ad papam.

Ex hiis que de impietate et affectu inordinato, deque incompetencia iudicis, ac de incommoditate carcerum, et hujusmodi, proxime deducta sunt, satis apparet quod Johanna illum iudicem pretensum merito recusare debuit, et a gravaminibus sibi illatis vel inferendis appellacionem interponere legitime potuit. Commune est enim et vulgatissimum in jure, quod suspecti et capitales inimici iudices esse non possunt aut debent : (ut late deducitur in c. « Quia suspecti », iij. q. v) (1). Nam, secundum Tancredum, recusacio est a jurisdictione iudicum declinacio per excepcionem suspicionis appositam (2). Coram enim iudice suspecto non debet quis compelli litigare : (c. « Ad hec », *De rescriptis*; c. « Cum sicut », *De eo qui miclitur in possessionem causa rei servande*) (3). Hoc enim periculosum est : (c. « Cum inter », *De excepcionibus*) (4). Que tamen sint cause recusandi iudicem non multum invenitur expressum, sed pro manifesta causa suspicionis : (ut c. « Quia vero », *De iudiciis*) (5). Pos-

(1) Le canon « Quod suspecti » (et non : Quia) est le quinzième de la question vi (le greffier a omis un chiffre), cause III, dans la seconde partie du *Décret*, (p. 923). Il débute par ces mots : « Quod suspecti et inimici iudices esse non debeant, et ipsa ratio dictat, et plurimis probatur exemplis ». Puis il expose ces diverses preuves tout au long ; *late deducitur*, comme dit Bréhal.

(2) Tancrede, né à Bologne, fut chanoine, puis archidiacre de la cathédrale de cette ville en 1226. Il avait suivi les cours d'Azzon et d'autres professeurs. Il a laissé un *Ordo iudicarius*, qui est un traité de procédure d'après les principes du droit romain et du droit canonique. — Sa définition de la récusation est adoptée par plusieurs auteurs. Elle se trouve dans son livre 2, *De recusationibus iudicum* ; f° 52 col. 3.

(3) Le chapitre « Ad haec » est le dixième du titre III *De rescriptis*, au premier livre des *Décretales* ; (pp. 38-39). Le pape y déclare sans valeur certaines lettres qu'on prétendait émaner de la chancellerie pontificale, d'après lesquelles il aurait été loisible de choisir des juges « sibi propitios, et parti adversae suspectos ».

Le chapitre « Cum sicut » est le deuxième du titre xv, au livre second des *Décretales* ; (p. 666). Il y a peut-être ici quelque erreur de référence ; car rien dans ce chapitre ne nous paraît s'appliquer à la question.

(4) Le chapitre « Cum inter » est le cinquième du titre xxv, au Ve livre des *Décretales* ; (pp. 838-839). On y lit la raison qui vient d'être alléguée ici par Bréhal.

(5) Le titre I *De iudiciis*, du second livre des *Décretales*, renferme un chapitre *Quia V.* (initiale d'un nom propre) ; mais il n'y est pas question de récuser le juge pour cause de suspicion. — Au chapitre XIX du même titre, on trouve un §. « Quia vero » (pp. 357-359) ; il n'est pas davantage applicable à la citation de Bréhal. — Le second livre des *Décretales* contient cependant un titre *De appellacionibus* (XXIX), où il est fait mention expresse de la récusation du juge pour ce motif.

Il est possible que l'inquisiteur ait eu vue le titre similaire *De iudiciis*, qui est le premier du troisième livre du *Code* ; car on y rencontre une loi « Apertissimi juris », qui est la seizième (p. 165), dans laquelle le législateur donne aux parties le droit de récuser des juges : « quia sine suspicione omnes lites procedere nobis cordi est, liceat ei qui suspectum iudicem putat, antequam lis inchoetur, eum recusare. . . » Et à la suite de cette loi, on renvoie au §. « Si vero contigerit » des *Authentiques* (*Novell.* 86 : *Ut differentes iudices audire interpellantium allegationes cogantur* tit. xv, coll. vi ; p. 941).

sunt tamen designari sex cause : scilicet, ambicio laudis, timor, ira, amor, odium, cupiditas. Hiis enim corruptus iudex veritatem male examinat. Versus : Omnis laus, timor, ira necant, amor, odium, dataque cecant ; (ut c. « Nichil », lxxxij dist. : « Accusatores » iij. q. v ; et xj. q. iij per totum) (1).

Manifestum autem est ex predictis, quod hec omnia corrupte suspicionis iudicia appa- ruerunt in hoc episcopo iudicium istud usurpanti. Nam clarum est, quod venalis ambicio laudis, et ut ab anglicis vane glorie atque gratuite premia commendacionis seu acceptacionis reportaret, eum maxime induxit et movit ; (quod summe dampnatur in c. « Cum eter- ni » *De sententia et re iudicata*, §. « Si quis », libro xj) (2). Unde hoc videtur persone accep- tionem includere ; de qua dicitur, (*Proverbiorum* xvij) : « Accipere personam in iudicium non est bonum (3) ».

Fuit etiam, ut premissum est, in ipso processu justissimus (4) metus ipsi Johanne multi- pliciter illatus, quoniam detinebatur in potestate et districtu inimicorum suorum capitalium quod erat sufficiens inductivum, non solum recusacionis, sed etiam appellacionis (ut notatur in verbo « Sub districtu », c. « Accedens », *Ut lite non contestata*) (5). Nam ad officium iudicis pertinet partibus cum securitate locum assignare : (c. « Cum locum » *De sponsalibus* ; c. « Hor- tamur » iij. q. ix ; c. « Ex parte », *De appellacionibus* ; ff. *De iudiciis*, lege « Si longius » ;

(1) Le canon « Nichil illo » est le sixième de la lxxxiii distinction, dans la première partie du *Décret* ; (p. 505).

Le canon « Accusatores » est le huitième de la question v, cause III, dans la seconde partie du *Décret* ; (p. 921).

Dans ces deux canons, ainsi que dans un certain nombre de ceux de la question III, cause XI, il est question des passions diverses qui peuvent corrompre la rectitude du jugement.

Quant aux vers mnémotechniques allégués ici par Bréhal, nous ignorons à quel recueil l'inquisiteur les a empruntés. Une citation, probablement faite de mémoire, doit en avoir altéré la teneur ; car ils sont dépourvus de la quantité prosodique, et ne conservent qu'un certain rythme avec la con- sonance des hémistiches.

(2) Le chapitre « Cum aeterni », premier du titre XIV, au second livre du *Serte* (pp. 372-375), a déjà été cité. Il expose les conditions essentielles d'une sentence juste ; et dans son paragraphe « Si quis », il condamne sévèrement les juges qui agissent en dehors de ces conditions.

(3) Le texte de la Vulgate (*Prov.* xviii. 5) est assez différent : « Accipere personam impii non est bonum, ut declines a veritate iudicii ».

(4) Le manuscrit porte bien « justissimus », et nous le reproduisons tel quel. On peut, à la ri- gueur, entendre cette expression dans un sens acceptable, si l'on traduit que la crainte subie par la Pucelle en maintes occasions durant sa cruelle captivité était trop justifiée, puisqu'elle se savait au pouvoir de ses ennemis mortels. Néanmoins, nous croyons que Bréhal avait écrit : *injustissi- mus metus*, et que, par inadvertance du greffier la particule négative a été omise dans la trans- cription du texte original. Cette leçon en effet cadre mieux avec le contexte, qui a précisément pour but de montrer que la crainte infligée à Jeanne au mépris de toute justice lui donnait le droit de récuser ses juges et même de faire appel. Elle est d'ailleurs plus conforme au langage usité parmi les théologiens et les canonistes, qui nomment la crainte juste ou injuste, suivant qu'elle est le résultat d'une action juste ou injuste.

(5) Le chapitre « Accedens » est le quatrième du titre VI, au second livre des *Décretales* ; (p. 573). Il y est fait droit à la requête d'un vicomte, qui récuse ses juges parce qu'ils sont sur le territoire et sous la domination de son ennemi mortel.

ff. *De arbitris*, lege « Si cum dies » §. « Si arbiter » (1). Etiam et in istorum potestate simpliciter erat ; ex quo consurgebat maximus metus ; quoniam istud de jure timetur, hoc refugit ratio, hoc de more vitatur, hoc abhorret natura : (ut in *Clementina* « Pastoralis », §. « Esto igitur », *De sententia et re judicata*) (2). Et hoc est, secundum Hostiensem, justa causa recusacionis ; quia quis potest timere propter se, propter parentes et propter bona. (Argumentum : in cap. « Visis », xvj. q. ij. circa medium) (3).

Preterea, iracundie passionem hic episcopus in multis, ut dictum est, ostendit, et prosequens (4) legitime recusabilem ac suspectum se reddidit. (Argumentum efficax, in lege « Observandum », ff. *De officio presidis*) (5).

Item apparuit corruptus favor in multis, ut habitum est : quoniam hic pretensus iudex partem anglicorum mirabiliter fovebat, et eis summe familiaris erat, ideoque in hoc iudicio veniebat legitime recusandus : (ut in dicto c. « Accedens », *Ut lite non contestata* ; et c. « Insinuante », *De officio delegati* ; c. « Postremo », *De appellacionibus* ; c. « Quia suspecti », ij. q. vj : c. « Placuit ». ij. q. v) (6).

(1) Le chapitre « Cum locum » est le quatorzième du titre premier *De sponsalibus*, au quatrième livre des *Décretales* ; (p. 1429). Il dit : « Necessè est ut, ubi assensus cujusquam requiritur, coactionis materia repellatur » ; raison facilement applicable à l'affirmation de Bréhal.

Dans le canon « Hortamur », qui est le vingtième de la question ix cause iii, seconde partie du *Décret*, (p. 955), le pape recommande aux juges de procurer la sécurité des témoins.

Le titre xxviii *De appellacionibus*, au deuxième livre des *Décretales*, renferme deux chapitres « Ex parte ». L'un est le quarante-septième (p. 942) ; l'autre est le soixante-septième (p. 973). Tous les deux parlent du défaut de sécurité.

La loi « Si longius », qui est la dix-huitième du premier titre, au V^e livre du *Digeste*, (p. 361) a trait plutôt à la sécurité du juge qu'à celle des parties ; elle est applicable indirectement à la question.

Enfin on trouve au *Digeste* : livre IV, titre viii : *De receptis qui arbitrium receperunt*, une loi, la vingt-et-unième, dont deux paragraphes (5 et 10) commencent par les mots « Si cum dies » et « Si arbiter » ; (p. 351). Mais elle nous semble avoir peu de rapport avec les précédentes citations.

(2) Ce sont les expressions même du second chapitre, titre x, au second livre des *Clémentines* ; (p. 134).

(3) Le canon « Visis » est le premier de la seconde question, cause xvi, dans la seconde partie du *Décret* ; (p. 1411). — Voir le commentaire de l'Hostiensis (Henri de Suze).

(4) Telle est la leçon du manuscrit. N'est-ce pas une faute de copiste, au lieu de : *per consequens* ?

(5) Loi déjà citée, dix-neuvième du titre xviii, au premier livre du *Digeste* ; (p. 357).

(6) Le chapitre « Accedens » est le quatrième du titre vi, au second livre des *Décretales*, (p. 573). Il y est déclaré qu'un des juges est récusé, parce qu'il était trop favorable à la partie adverse.

Le chapitre « Insinuante » est le vingt-cinquième du titre xxix : *De officio et potestate iudicis delegati*, au livre premier des *Décretales* ; (pp. 352-353) ; il y est parlé de la récusation d'un juge suspect de partialité.

Le chapitre « Postremo » est le trente-sixième du titre xxviii, au second livre des *Décretales* ; (p. 928). Le pape admet la récusation du juge délégué, qui serait suspect à cause de sa parenté.

Le canon « Quod suspecti » (le greffier a encore mis : Quia) est, nous l'avons déjà noté, le quinzième de la question vi, cause iii, dans la seconde partie du *Décret* ; (p. 923).

De odio autem ac inimicia capitali ipsius episcopi ad Johannam evidenter patuit : idcirco juste eum recusavit. Nam capitali inimico nullus tenetur se submictere : (ut in preallegata *Clementina* « Pastoralis », et in sepe dicto capitulo « Accedens »). Si enim quis propter inimicias capitales repellitur a testificando : (ut c. « Cum oporteat », *De accusacionibus* ; et c. « Per tuas », *De symonia*) (1) ; quanto magis a iudicando repelli debet, quia minor causa repellit iudicem quam testem : (xj. q. iij, « Quicumque ») (2). Cujus ratio assignatur, quia plures iudices facilius inveniuntur quam unus bonus testis. Ut enim dicit Hostiensis, modica causa [*fo cxciiij vº*] repellit iudicem, ut lis sine suspicione procedat : (argumentum, C. *De iudiciis*, lege « Apertissimi » ; et c. « Secundo requiris », *De appellacionibus*) (3). Notat etiam Johannes, (in dicto capitulo « Quia suspecti »), quod sufficit protestari aliquam suspicionem, et quicquid post illam protestacionem fit non tenet, ac si post appellacionem factum esset : (c. « Cum sicut », *De eo qui mictitur in possessionem causa rei servande*) (4). Ymo, etsi non protestetur, si tamen postea probet suspicionem, cassatur quod fit contra eum : (ut in sepius allegato capitulo « Accedens »). Ideo, cum hic non solum fuerit privatum odium, sed evidens persecucio, ex consequenti fuit justa recusacio : (ad quod facit optime lex « Si pariter », ff. *De liberali causa*) (5).

Idem concluditur ex eo quod iste episcopus erat inimicus regis Francie et veri ac legitimi domini ipsius Johanne ; quia propter dominum tota familia recusat jurisdictionem alicuius : (lege j. C. *Si quacunq[ue] p[re]ditus potestate*) (6). Quippe et inimicus reputatur iudex

Quant au canon « Placuit », la référence doit être fautive : il n'existe pas de canon commençant ainsi dans la cause II. Nous avons vainement cherché parmi les nombreux canons « Placuit » quel pourrait être celui auquel Bréhal renvoie.

(1) Le chapitre « Cum oporteat » est le dix-neuvième du titre I, au V^e livre des *Décretales* ; (p. 1588). Il y est question de récuser des témoins, et le pape déclare qu'il n'accepte pas le témoignage d'ennemis manifestes.

Il en est de même dans le chapitre « Per tuas », trente-deuxième du titre III, même livre ; (pp. 1630-1631).

(2) Le canon « Quicumque » est le soixante-dix-neuvième de la question III, cause XI, dans la seconde partie du *Décret* ; (p. 1189). Il ne donne pas la raison alléguée ici par Bréhal, mais il montre la perversité du juge, lorsqu'il agit par des motifs d'amitié ou d'inimitié, etc.

(3) La loi « Apertissimi » est la seizième du titre premier, au livre troisième du *Code* ; (p. 165). — La phrase de l'Hostiensis (Henri de Suze) est formée d'après ce texte du Droit civil.

Le chapitre « Secundo requiris » est le quarante-et-unième du titre xxviii *De appellacionibus* au second livre des *Décretales* ; (p. 932). Il se termine par ces mots : « Ipsa namque ratio dicit, quod suspecti et inimici iudices esse non debent » : (p. 933). — Voir la note de Jean André, que Bréhal allègue ci-après.

(4) Le chapitre « Cum sicut » est le second du titre xv, au deuxième livre des *Décretales* ; (p. 666). Du cas résolu dans ce chapitre, à propos d'une mise en possession contre laquelle une protestation a été faite, Jean André et les commentateurs déduisent le principe invoqué par l'inquisiteur.

(5) La loi « Si pariter » est la neuvième du titre XII, au quarantième livre du *Digeste*, (p. 1321). On y lit : « Ad eundem iudicem mittetur, nisi justam causam adferat quare ad eum mitti non debeat, forte si eum iudicem inimicum sibi esse adfirmet ».

(6) La première loi « Si quis ordinaria » du titre VII, au V^e livre du *Code*, (p. 295), vise le cas

oriundus de terra ubi adversarius jurisdictionem habet, aut si est subditus ejus; (ut notatur in dicto capitulo « Accedens », super verbo « Inimicorum »).

Demum, quo ad precium et munus, satis notum est quod iste episcopus episcopium lexovicense (1) ob hanc causam vindicavit et obtinuit; cum tamen dicat canon: « Is qui recte judicat, et premium remuneracionis expectat, fraudem in Deum perpetrat, (xj. q. iij) (2); conclude: quanto magis ergo ille qui inique judicat. Et (*ibidem*, c. « Pauper »), dicitur quod ergo munere cito justitia violatur (3).

Et ita ex omni parte Johanna justam causam recusandi habuit. Nam a principio interrogationum et sessionum, prefato episcopo in hunc modum dixit: « Ego dico vobis, advertatis bene de hoc quod dicitis vos esse meum judicem, quia vos accipitis unum grande onus, et nimium oneratis me ». Et iterum *ibidem*: « Vos dicitis quod estis judex meus, advertatis de hoc quod facitis, quia in veritate ego sum missa ex parte Dei, et ponitis vos ipsum in magno periculo, seu dangerio » (4); (folio xvj^o c, et folio xvij^o b). Rursus alibi dixit eidem episcopo: « Vos dicitis quod estis meus judex; ego nescio si vos sitis, sed advisetis bene quod non male judicetis, quia poneretis vos in magno dangerio, et ego adverte vos ad finem quod si vos Deus inde castiget, ego facio debitum meum de dicendo vobis »; (f^o xxxvj^o F) (5). Ex informacionibus vero clare habetur quod nullo modo voluit se submettre judicio illius episcopi, allegans quod ipse erat inimicus ejus capitalis (6). Et ita, recusacione ista interveniente, debuit omnino hic assertus judex a deductione cause cessare, maxime quia ubi etiam secundum

d'un juge qui abuse de son pouvoir pour contraindre une femme à l'épouser, et, à ce propos, elle déclare qu'il est loisible à cette femme « cum sua suorumque domo jurisdictionem ejus evitare ».

(1) Cauchon fut nommé à l'évêché de Lisieux, le 29 janvier 1430. Il aurait, dit-on, souhaité l'archevêché de Rouen qui lui avait même été promis comme récompense de ses services dans l'affaire de Jeanne d'Arc. Il dut se contenter de faire valoir ses droits au siège épiscopal de Lisieux, et sur les instances du roi d'Angleterre, sa nomination fut confirmée par Eugène IV le 8 août 1432. — Cf. *Gallia christiana*, tom. xi, col. 793. — Voir aussi Quicherat: *Procès*... tom. i, p. 2, note.

(2) Hormis le mot *Is* qui ne se trouve pas dans les éditions imprimées, et la suppression du mot *inde* au second membre de la phrase, c'est le texte même du soixante-sixième canon de la question troisième, cause xi, dans la deuxième partie du *Décret*; (p. 1183).

(3) Le canon « Pauper » est le soixante-douzième de la même question iii, cause xi; (p. 1187). On y lit cette déclaration expresse: « Cito violatur auro justitia; nullamque reus pertimescit culpam, quam redimere nummis existimat ».

(4) Dangerium: incommodum, difficultas, mira contentio; nostris, *Dangier*, eodem sensu. — Du Cange: *Glossarium*... tom. ii, p. 141.

Les feuillets indiqués par Bréhal sont ceux du registre authentique du procès de condamnation. On peut lire ces mêmes réponses aux interrogatoires publiés par Quicherat: *Procès*... tom. i, pp. 60 et 62.

(5) Renvoi au registre du procès de condamnation. — Voir Quicherat: *Procès*... tom. i, p. 154.

(6) « Nolebat se submittere illis praesentibus, saltem dicto episcopo Belvacensi, cum essent inimici ejus capitales ». Déposition du fr. Isambart de la Pierre. — Voir Quicherat: *Procès*... tom. ii, p. 349).

leges appellacio est remota, recusacio tamen est permissa: (C. *Ut non liceat in una eademque causa*, lege una « Si quis in quacumque »; ij. q. vj) (1).

Proinde et ipsa legitime ad summum pontificem censenda est appellasse, et hoc potissimum duplici ratione: videlicet, propter gravamen justicie et persone; secundo vero, propter arduitate seu magnitudinem cause.

Ex namque superius deductis clare perpenditur, quod Johanna intollerabiliter in hoc processu contra justiciam gravabatur. Unde ex tot oppressionibus et gravaminibus, sibi per procedentes illatis, potuit non solum verissimiliter suspicari, sed evidenter potius concludere, quod in diffinitione cause tandem magis ipsa gravaretur. Constat vero, quod appellacionis beneficium ad relevamen injuste oppressorum introductum est: (ut c. « Omnis oppressus », ij. q. vj; c. « Licet », *De appellacionibus*; cum similibus) (2). Cujus etiam gracia legimus, (*Actuum* xxv^o), a Festo preside Paulum apostolum Cesare appellasse. Hec vero puella, ab episcopo sepe dicto et aliis coassistentibus se nimium onerari seu gravari, sepius in judicio conquesta est, et judicium illorum causando recusavit, ut dictum est. (Pro quo bene facit c. « Non ita », in fine, ij. q. vj; et §. « Oppressi », *ibidem*) (3).

Nec obstat, quod propriis terminis non est usa dicens: appello, aut provoco, vel hujusmodi; quia, (ut notatur in c. « Dilecti »), gaudet jus simplicitate sua (4). Unde etiam secundum leges, in causis spiritualibus subtilitates reprobantur: (ut ff. *De religiosis*, lege « Sunt

(1) Ici Bréhal fait deux renvois. L'un, au livre VII du *Code*, titre LXX, dont la loi unique commence par les mots: « Si quis in quacumque »: (p. 515). A l'occasion de cette loi qui défend un troisième appel, les commentateurs font cette remarque: « Recusatio judicis non numeratur in numero appellacionum ».

L'autre renvoi se rapporte à la question vi de la cause ii, dans la seconde partie du *Décret*; (pp. 825-829). Cette cause pour objet de régler les conditions et les formes légales des appels.

(2) Le canon « Omnis oppressus » est le troisième de la question vi, cause seconde, dans la deuxième partie du *Décret*; (p. 825). On y déclare que tous les opprimés peuvent librement faire appel.

Le chapitre « Licet » est le douzième du titre xv, au second livre du *Sexte*; (p. 420). Bien que Bréhal ait omis d'indiquer: *libro sexto*, cette référence n'est pas douteuse; car il n'existe pas de chapitre « Licet » dans les titres *De appellacionibus*, soit des *Décretales*, soit du Droit romain. D'ailleurs, la teneur de ce chapitre est très applicable à l'affirmation de l'inquisiteur.

(3) Le canon « Non ita » est le dix-huitième de la question vi, cause ii, dans la seconde partie du *Décret*; (p. 833). Il se termine ainsi: « In ecclesiasticis vero [negotiis], dicta causa, recedere licet, si necesse fuerit, aut si se praegravari viderit ».

Quant au §. « Oppressi », l'indication *ibidem* montre qu'il s'agit du canon iii déjà cité tout à l'heure, de la même cause et de la même question.

(4) C'est la remarque d'un glossateur, au sujet des expressions du chapitre « Dilecti ». Bréhal ne donne pas de référence; mais, après lecture des nombreux chapitres du droit canon qui commencent par le même mot, il nous semble que l'allégation concerne le sixième du premier titre *De judiciis*, au second livre des *Décretales* (p. 526), où l'on trouve la recommandation suivante: « Provideatis attentius, ne ita subtiliter, sicut a multis fieri solet, cujusmodi actio intentetur inquiratis, sed simpliciter et pure factum ipsum et rei veritatem, secundum formam canonum et sanctorum patrum instituta, investigare curetis ».

persone ») (1). Simplicitati equidem partitur in multis articulis juris : (ut c. « Tanta nequitia », lxxxvj dist. ; ff. *De jurisdictione judicis*, lege « Si quis » §. « Doli » ; ff. *De in jus vocando*, lege ij §. j) (2). Nam et expressus est casus (in c. « Ad audienciam », *De appellacionibus*) (3), ubi quidam presbyter protectioni sedis apostolice, eo quod a suo episcopo gravabatur, se submisit, quamvis verbum appellacionis ex simplicitate non expresserit, nichilominus decernitur, quod sententia postmodum lata non teneat, sed pro legitima appellacione censeatur, quoniam potius ad intencionem et sensum quam ad verba recurrendum est : (c. « Marcion », j. q. j ; et c. « Sedulo », xxxviii dist.) (4). Sermo namque rei subjectus est, non e contra : (c. « Intelligencia », *De verborum significacione*). Unde et plus reputatur factum quam verbo provocare : (ut c. « Dilecti filii », *De appellacionibus*) ; sicut et plus est factis demonstrare quam verbis dicere : (ff. *De edictio edicto*, lege « Si tamen », §. « Ei qui ») (5). Ex quibus patet, quod a solemnitatibus in appellando de jure communi observandis censeatur Johanna legitime excusata.

Secundo autem, non parum ad vigorem et valorem sue appellacionis facit arduitas seu magnitudo materie de qua agebatur, videlicet de visionibus et revelacionibus sibi factis. Et dimisso quod causa ipsa dominum regem Francie, qui tamen vocatus non fuit, satis proxime tangebatur, de quo jurisperitus multas racionaciones ad fundandum veritatem appellacionis

(1) Cette déclaration se trouve en effet vers la fin de la loi « Sunt personae », qui est la quarante-troisième du titre VII, *De religiosis et sumptibus funerum*, au onzième livre du *Digeste* : (p. 505.)

(2) Le canon « Tanta nequitia » est le vingt-quatrième de la dist. LXXXVI, dans la première partie du *Décret* ; (p. 523). — Le pape y adresse à un vieillard les reproches les plus sévères, et déclare qu'il aurait mérité un châtiement : « sed quia simplicitatem tuam cum senectute novimus, interim tacemus . . . » Par distraction, le copiste a écrit *partitur*, au lieu de *parcitur*.

Le greffier a ajouté au titre *De jurisdictione*, le mot *judicis*, qui ne se trouve pas dans les éditions imprimées. M. Lanéry d'Arc a surajouté : *omnis* : il y a en effet dans le *Code* un titre : *De jurisdictione omnium judicum* ; mais il ne contient ni loi « Si quis » ni §. « Doli ». D'ailleurs le manuscrit porte manifestement le sigle du *Digeste* (ff). La loi « Si quis » est la septième du titre premier : *De jurisdictione*, au second livre du *Digeste* ; (p. 260). Au paragraphe « Doli » se trouve mentionnée l'excuse de la simplicité : « . . . si per imperitiam vel rusticitatem . . . fecerit, non tenetur ».

La loi seconde, paragraphe 1, du titre IV : *De in jus vocando*, au second livre du *Digeste*, ne contient rien qui se rapporte à l'affirmation de Bréhal. La référence est fautive, et l'erreur tient à une confusion avec le titre suivant : *Si quis in jus vocatus non ierit* ; car au §. 1 de la loi II « Ex quacumque causa » (p. 265) on lit ces mots : « rusticitati enim hominis parcendum erit ».

(3) Le chapitre « Ad audienciam » est le trente-quatrième du titre XXVIII : *De appellacionibus*, au livre second des *Décretales* ; (p. 927). Bréhal en donne le résumé fort exact.

(4) Le canon « Marcion » est le soixante-quatrième de la question première, cause première, dans la seconde partie du *Décret* ; (p. 663). Il y est dit de l'Écriture qu'il faut regarder le sens plutôt que les mots.

Le canon « Sedulo » est le douzième de la XXXVIII^e distinction, dans la première partie du *Décret* ; (p. 235). Il déclare : « ita esse praeponendas verbis sententias, ut praeponitur animus corpori ».

(5) Le chapitre « Intelligencia » est le sixième du titre XI : *De verborum significacione*, au V^e livre

forsan induceret, solum materiam in hiis revelacionibus comprehensam pro nunc attendimus. Constat enim ex processu, quod hii pretensi iudices miro modo Johannam infestabant, ut illa suas revelaciones abnegaret ; quod quidem, ut deductum est, nullo modo debuit. Unde et beatus Paulus (loco preallegato) de causa jam interposite appellacionis loquens, ad visionem sibi factam cum coram rege Aggripa, et multa sibi revelata misteria fidei narrans, pervenisset, statim adjecit : « Unde, rex Aggripa, non fui incredulus celesti visioni ». Cui siquidem, ita racionem de objectis reddenti, cum dixisset subsannatorie preses Festus : « Insanis, Paule » ; respondit constanter beatus Paulus : « Non insanio », inquit, « optime Feste, sed sobrietatis et veritatis verba eloquor » (1). Sic et in proposito : electa hec puella, cum super firma et constanti assercione suarum revelacionum multum frequenter et diu infestata fuisset, et de quibus poterat varias raciones eleganter disseruisset, tandem cum molestie gravamina alias evadere non posset, ad romanum pontificem de universis dictis et factis suis, illa ei submictendo, se plene retulit, et ad eum duci per eumque judicari crebro et instanter peccit seu requisivit, aut etiam ad generale concilium ; ut patet ex informacionibus (2). Ideo sue appellacioni debuit omnino deferri ; quoniam, secundum omnem catholicam doctrinam et secundum jura, hujusmodi secreta et ignota Deo soli reservantur : (ut c. « Si omnia », vj. q. j ; c. « Erubescant », xxxij dist. ; c. « Christiana », xxxij. q. v ; cum similibus) (3).

Que vero circa fidei veritatem ardua aut obscura emergunt, ad sedem apostolicam refferri debent etiam per appellacionem, (ut optime expressum est in c. « Vel ex malicia », §. « Si vero », *De appellacionibus*) (4). Ardua quidem, ut in c. « Quotiens », (xxij. q. j), ubi dicitur : « Quotiens fidei ratio ventilatur, debent omnes fratres et coepiscopi nostri non nisi ad

des *Décretales* ; (p. 1933). Il renferme les mots allégués par Bréhal : « . . . Non sermoni res, sed rei est sermo subjectus ».

Le chapitre « Dilecti filii » est le cinquante-deuxième du titre XXVIII, au deuxième livre des *Décretales* ; (p. 947). On y trouve expressément la raison que Bréhal invoque : « Cum autem plus sit ad sedem Apostolicam facto provocare quam verbo . . . »

Enfin, la loi « Si tamen » est la quarante-huitième du premier titre, au XXI^e livre du *Digeste* ; (p. 711). Le paragraphe « Ei qui » contient cette phrase, à laquelle l'inquisiteur fait allusion : « multo amplius est id facere quam pronunciare . . . »

(1) La Vulgate a : *loquor*. — Cf. *Act.* xxvi. 19, 24 et 25.

(2) Nous avons noté, à l'article v du *Summarium*, plusieurs passages des interrogatoires de Jeanne d'Arc et quelques dépositions des témoins à ce sujet.

(3) Ces canons déclarent expressément réservée à Dieu la connaissance des choses secrètes. Le canon « Si omnia » est le septième de la première question, cause VI, dans la seconde partie du *Décret* ; (p. 1003).

Le canon « Erubescant » est le onzième de la trente-troisième distinction, dans la première partie du *Décret* ; (p. 199).

Le canon « Christiana » est le vingt-troisième de la question VI (le greffier a omis le dernier chiffre), cause XXXII, dans la seconde partie du *Décret* ; (p. 2000). — Les textes similaires abondent, et il est facile de les rencontrer. Aussi, pour ne pas surcharger davantage nos annotations, nous nous contentons de dire avec Bréhal : *cum similibus*.

(4) La référence est inexacte : il n'existe pas de chapitre commençant par ces mots.

Petrum, id est, nominis sui auctoritatem referre debere » (1). (Ad quod etiam faciunt multi alii canones, ut ij. q. vj, fere per totum). Obscura denique, id est, de quibus dubia emergit questio, similiter debent ad prefatam sedem pro determinatione referri : (ut c. « Multis », xvij dist. ; et c. « Hec est fides », xxiiij. q. j. ; cum multis similibus) (2).

Unde non valet instancia, si quis dicat quod beneficium appellacionis in hac parte, tam secundum ecclesiasticam ordinationem quam etiam secundum legem imperialem, dicitur criminosis in fide [f^o cxciiij r^o] seu hereticis interdictum : (c. « Ut inquisitionis » *De hereticis*, libro vj^o) (3). Hoc enim facile eliditur etiam ex serie textus premissae *Decretalis*. Ut enim dicit Archidiaconus : si bene videatur, loquitur de illis de quibus constat quod sunt heretici, nam dicit hereticis, credentibus, etc. (4). Istos quidem paulo ante vocat nequicie filios : unde hii, secundum leges et jura, non gaudent proclamacionis beneficio, aut etiam aliquo juris beneficio. Idcirco a contrario sensu, ubi non constat aliquem esse hereticum, tale juris beneficium ei denegari non debet. Ad quod etiam, secundum prefatum Archidiaconum, coadjuvat (5), quia in tam gravi crimine cum multa oportet cautela procedi : (c. « Ut officium », §. « Verum », eisdem titulo et libro) (6).

(1) La citation est exacte : c'est le canon « Quoties », douzième de la première question, cause xxiv, dans la seconde partie du *Décret* ; (p. 1731). Mais il y a eu ici une distraction, qui a fait répéter : *debent debere*. Si cet infinitif est supprimé, la phrase devient correcte ; si au contraire on le conserve parce qu'il se trouve dans les textes imprimés, il faudrait alors, comme dans ceux-ci, remplacer le mot : *debent* par *arbitror*, et par suite mettre *coepiscopos nostros*, à l'accusatif.

Presque toute la question vi de la cause ii, dans la seconde partie du *Décret* (pp. 825-859), traite de l'appel au Saint-Siège : Voir les canons 4, 5, 6, 7, 8, 10, 15, 16, 17, etc.

(2) Le canon « Multis » est le cinquième de la xvii^e distinction, dans la première partie du *Décret* ; (p. 85). Il rappelle que l'autorité du pontife romain est nécessaire pour la célébration des conciles ; et il ajoute expressément : « Majores et difficiliores quaestiones... ad sedem Apostolicam semper referantur ».

Le canon « Haec est fides », quatorzième de la question première, cause xxiv, dans la seconde partie du *Décret* (p. 1723), déclare qu'on ne craint pas de faire naufrage dans la foi, lorsqu'on est attaché au Saint-Siège. — Un grand nombre de textes similaires se lisent dans le *Corpus juris*.

(3) Le chapitre « Ut inquisitionis », dix-huitième du titre second : *De haereticis*, au Ve livre du *Sexte* (p. 639), contient cette clause importante, dont l'inquisiteur va exposer le sens, en s'appuyant sur l'autorité de l'Archidiacre, Gui de Baiso : « Non obstantibus appellacionibus, seu proclamationibus, praedictorum nequitiae filiorum : cum tam secundum ordinationem praedecessorum nostrorum, quam secundum legem imperialem, appellacionis et proclamationis beneficium expresse sit haereticis, et credentibus, ac eorum receptatoribus, fautoribus et defensoribus interdictum ».

(4) La citation est à peu près textuelle : elle est empruntée au commentaire de l'Archidiacre sur le *Sexte*, titre *De haereticis*. — Il en est de même des deux dernières phrases de notre paragraphe, à partir de *ubi non constat*... Le reste est de Bréhal.

(5) Le greffier a mal lu le texte qu'il copiait. Il faut lire : *coadjuvat*, comme l'avait probablement écrit Bréhal, d'après le manuscrit de l'Archidiacre.

(6) C'est de ce même livre du *Sexte*, titre *De haereticis*, que l'Archidiacre a extrait les derniers mots : « quia in tam gravi crimine... » Voir le chapitre onzième « Ut officium », au §. « Verum » ; (p. 628).

Dicitur etiam quod hoc intelligitur, ubi jam data est sententia diffinitiva ; quod quidem plane demonstrat littera precedens, ubi exprimit de condemnatis et relictis. (Ad quod facit lex « Constituciones », ff. *De appellacionibus*) (1).

Ex hiis etiam patet, quod non prejudicat si quandoque illis assertis iudicibus et ad eorum interrogatoria responderit ; quia et metus, seu coactio, ac etiam simplicitas digne eam excusant. Nam, ubi quis viribus preture seu jurisdictionis ad respondendum compellitur, ubi resistencia seu recusacio legitima non audiretur, nulla est jurisdictio, etiam ipso jure : (ut legitur et notatur in libro ij. ff. *De judiciis*) ; sicut etiam de dote per metum promissa, (ff. *Quod metus causa*, lege « Si mulier », §. « Si dos ») (2).

Patet ulterius, quod graviter isti erraverunt qui, post interjectam appellacionem, potissimum de tanta questione ad summum pontificem directe pertinente, ipsius cognicionem, ymo et iudicium, usurpare presumpserunt ; (de qua temeritate plene legitur in sepe allegato c. « Hec est fides », xxiiij. q. j.).

QUINTUM CAPITULUM

De subinquisitore, ac ejus diffugio, et metu sibi illato.

Consequenter vero, an subinquisitor, qui in ipso processu pro magna parte concurrat, iudex competens in ea causa fuerit an non, subtilioribus ac in jure pericioribus disceptandum relinquo. Colliguntur tamen aliqua ex registro et informacionibus, que totum discursum ac exitum iudicii pro parte hujus. et quantum capere possum, reddunt suspectum, et, ut puto, annullandum.

In primis autem quodam modo ponderandum videtur quod, dum iste fuit per sepe dictum episcopum de concurrente sibi in processu seu adjungendo requisitus, quamvis protestaretur se in ea causa non habere legitimam potestatem, allegans quod dumtaxat in civitate et dyocesi rothomagensi erat substitutus, nunc vero processus ille auctoritate ordinaria belvacensis ecclesie deducebatur, nichilominus voluit idem episcopus et illum impulit, ut omnino processui se adjungeret : (hoc clare patet in registro, fol. xij^o etc.).

Ex quo quidem possunt duo elici. Primum est, vehemens ardor seu aviditas ad procedendum istius episcopi, utpote non actendentis seu curantis, an ille subinquisitor sufficientem

(1) Telle est en effet la déclaration formelle de la loi « Constituciones », qui est la seizième du titre premier, au XLIX livre du *Digeste* ; (p. 1639).

(2) La première référence du droit romain est fautive, par l'inadvertance manifeste du greffier, qui a écrit très lisiblement : li^o ij ; au lieu de l. ij, c'est-à-dire : *lege secunda*. La remarque, dont il s'agit, se trouve en effet dans la loi « Consensisse », qui est la seconde du titre premier *De judiciis*, au Ve livre du *Digeste* ; (p. 359).

La seconde référence est exacte : elle se rapporte à la loi : « Si mulier », qui est la vingt-et-unième du titre ii *Quod metus causa*, au IV^e livre du *Digeste* ; (p. 322). Le paragraphe troisième, allégué par Bréhal, est ainsi conçu : « Si dos metu promissa sit, non puto nasci obligationem ; quia est verissimum nec tamen promissionem dotis ullam esse ».

haberet virtutem vel ne : et sic in fundamento patet error, et per consequens in residuo. Nam, ubi fundamentum non est, superedificari non potest : (c. « Cum Paulus », j. q. j.) (1).

Aliud vero est ex parte subinquisitoris, qui quantum potuit et sibi licuit assensum dedit quod ille episcopus procederet, cum tamen antea recte protestatus fuisset se nullam in ea causa habere auctoritatem. Itaque assensus iste nullus fuit : hoc patet ubi prius. Nam requiritur de jure, quod ipse talis fuerit qui mandare potuerit ut suo nomine fieret ; (prout notat Bernardus in c. « Cum nos », *De hiis que fiunt a prelato sine consensu capituli*) (2).

Et si quis objiciat quod valuit per ratihabicionem et vigore auctoritatis sibi postmodum ab inquisitore transmissæ, de qua constat in processu : nam ratihabicio retrotrahitur (3), (ut in c. « Ratihabicionem », *De regulis juris*, lib. vj^o) : ad hoc patet responsio ex dictis. Non enim potest fieri ratihabicio, nisi ab eo qui mandare potuit. Unde proconsul si ante ingressum provincie mandavit legato suo jurisdictionem, quam ipsemet non habuit nisi postquam ingressus fuit provinciam, mandatum non tenuit ; tamen si postea ratum habeat quod mandavit, legatus tunc habebit jurisdictionem, non quidem a tempore quo mandavit, sed quo provinciam intravit : (ff. *De officio proconsulis*, lege « Observare », in fine) (4). Unde et in lege xij (§. « Sive quis », ff. *Rem ratam haberi*), dicitur ad idem quod ratihabicio non est sufficiens nisi fiat ab eo qui ab initio mandare potuit, ita ut ejus nomine fiat ; et (c. « Auditus », *De electione*), dicitur sic : Quod non valet a initio ex post facto convalescere non potest (5), id est, per subsequentem consensum ratificari non potest : (similiter omnino in lege « Que ab initio », ff. *De regulis juris*) : preterea dicit Bernardus, (in glosa super

(1) Le canon « Cum Paulus », vingt-sixième de la première question, cause I, dans la seconde partie du *Décret* (p. 641), s'exprime ainsi : « Ubi Christus non est fundamentum, nullum boni operis est superaedificium ». Bréhal en fait ici une application d'un sens plus général.

(2) Dans le chapitre « Cum nos », qui est le troisième du titre X : *De his que fiunt a prelatiis*, etc. au troisième livre des *Décretales* (p. 1091), il s'agit d'une concession faite par l'évêque malgré les réclamations du Chapitre : elle est déclarée nulle *de rigore juris*... nisi eam ratam postmodum habuisset [capitulum]. La glose marginale, qui est de Bernard Bottoni, ou de Botono, originaire de Parme et chanoine de Bologne, canoniste fameux du XIII^e siècle, s'exprime ainsi sur le mot *ratam* : « Ejus ratihabitione potest res rata haberi ab eo qui talia ab initio mandare potuit, si ejus nomine factum est ».

(3) C'est sans doute par suite d'une faute d'impression que le texte de M. Lanéry d'Arc porte : retrohabicio retrotrahitur. — Le chapitre « Ratihabicionem » est le dixième du dernier titre : *De regulis juris*, au cinquième livre du *Septe* ; (p. 793). Voici cette règle : « Ratihabicionem retrotrahi, et mandato non est dubium comparari ».

(4) La loi « Observare » est la quatrième du titre XVI, au premier livre du *Digeste* ; (p. 253). A la fin, c'est-à-dire au 6^e et dernier paragraphe, elle donne tout au long l'explication que Bréhal vient de résumer.

(5) La loi XII : « Quo enim », du titre VIII : *Item ratam haberi*, au livre XLVI du *Digeste* (p. 1534), renferme au paragraphe « Sive quis » une déclaration, dont l'inquisiteur donne le sens, et non pas le texte. Mais il cite de plus près les expressions du chapitre XXIX, « Auditus » du titre VI *De electione*, au livre premier des *Décretales*, (p. 154) ; et il ajoute la glose qui suit : *id est*, etc.

La loi « Quae ab initio », deux-cent-dixième du titre *De diversis regulis juris antiqui* (XVII) au livre L du *Digeste* (p. 1732), s'exprime de la même façon. Quant à la glose marginale, elle est, comme nous l'avons déjà signalé, de Bernard Bottoni, ou de Botono.

c. preallegato « Cum nos »), quod in hiis que ipso jure nulla sunt, ratificacio fieri non potest.

Denique ex processu constat, quod a die nona mensis januarii usque ad xij marcii antedictus episcopus varias examinationes solus fecit, et ad plurimos substantiales actus per se processit ; siquidem, ut verissimile est, et ex informacionibus etiam satis aperte conjicitur (1), iste subinquisitor, magnitudinem cause et processus ineptitudinem perpendens, quantum potuit diffugia quesivit. Et ita quicquid actum est in ea causa redditur suspectum ; quippe et omne id quod in ipsa causa postmodum fecit videtur contra conscientiam egisse : quod tamen nullo modo debuit, (ut c. « Litteras », *De restitutione spoliatorum* ; c. « Per tuas », *De symonia*, et §. « Ex hiis », xxviii. q. v) (2). Proinde, ut testes deponunt, iste subinquisitor fuit variis sommacionibus vocatus et pulsatus, neque ausus fuisset contradicere : unde et in procedendo multos terrores ac metus ab anglieis perpressus est, ut ex informacionibus apparet (3).

Ex quibus sane redduntur processus et sententia nulli atque invalidi, vel saltem merentur annullari ; quoniam pervertitur timore humanum judicium, dum scilicet metu potestatis alicujus veritatem loqui pertimescimus : (c. « Quatuor », et « Quisquis », xj. q. iij), ac multum expresse statim post, (in c. « Injustum ») (4), ubi dicitur : Injustum judicium et diffinicio injusta, regio metu et jussu, aut cujuscumque episcopi seu potentis, a iudicibus ordinata vel acta, non valeat. Tenent enim communiter doctores, quod sententia lata vi aut metu, potissimum cadente in virum constantem, non valet. (Argumentum ad hoc : c. « In primis », ij. q. j ; c. « Si sacerdotibus », xv. q. vj ; c. « Lotharius », xxxj. q. ij ; cum aliis concordantiis) (5). Tenet tamen Johannes (in predicto c. « Quatuor », super verbo « Timore »), quod

(1) Les lettres du manuscrit ne sont pas bien nettes : nous croyons pouvoir lire ainsi. M. Lanéry d'Arc admet comme leçon : *committitur* ; ce qui nous semble moins en harmonie avec les caractères que nous déchiffrons, sans offrir d'ailleurs un sens acceptable.

(2) Les textes du droit que Bréhal invoque ici sont la solution de différents cas particuliers ; mais tous allèguent la même raison, c'est-à-dire qu'on ne doit pas agir contre la conscience.

Le chapitre « Litteras » est le treizième du titre XIII, au second livre des *Décretales* ; (p. 634).

Le chapitre « Per tuas » est le trente-cinquième du titre III, au cinquième livre des *Décretales* ; (p. 1637).

Quant au §. « Ex hiis », la référence est évidemment fautive : la cause XXVIII dans la seconde partie du *Décret* n'a pas de question cinquième.

(3) Entre autres dépositions, il suffit de citer celle du frère Isambard de la Pierre : « aliqui de assistentibus in processu deductione procedebant... ex timore ducti, ut praefatus subinquisitor et nonnulli alii ». (Quich. tom. II, p. 348).

(4) Les trois canons allégués se trouvent dans la seconde partie du *Décret*, question troisième de la cause XI. Le canon « Quatuor » est le soixante-dix-huitième, (p. 1189) ; le canon « Quisquis » est le quatre-vingtième, (p. 1189) ; et le canon « Injustum » est le quatre-vingt-neuvième, (p. 1195). Ils ont rapport aux actes faits par crainte. Le troisième est cité presque à la lettre.

(5) Bréhal cite seulement trois canons, empruntés à la seconde partie du *Décret*, pour prouver la nullité des actes judiciaires accomplis sous l'empire de la violence ou de la crainte ; mais il y en a un grand nombre d'autres, qui sont concordants.

Le canon « In primis » est le septième de la première question, cause II ; (p. 775).

sentencia metu lata valet, sed elidi potest per exceptionem: (xxv. q. j. c. « Omne quod ») (1). Ideo saltem venit irritanda et annullanda. Primum tamen istorum securius videtur et verius, cum a simili electio facta per metum nulla sit ipso jure; (ut c. « Quisquis », *De electione*) (2). Id namque quod per metum agitur, licet non sit ex toto involuntarium in casu, ut dicit beatus Thomas (3), in quantum videlicet quis agit aliquid ex causa ut vitet malum quod timet; coacta enim voluntas est voluntas, (c. « Merito », xv. q. j.): tamen quod per metum agitur non potest dici liberum, maxime ubi metus intervenit [*foxcxciii* v°] ex impressione potentis, cui comode resisti non potest nisi cum periculo; (ut c. « Hoc consultissimo » §. « Laici », *De rebus ecclesie non alienandis*, libro vj°) (4). Liberum nempe est quod suimet causa est, (ut dicitur in principio *methaphisice*) (5), seu quod alieno arbitrio non reservatur: (c. « Super eo », *De condicionibus appositis in desponsacione*) (6). Unde cum oporteat, secundum Cathonis sententiam, quod animus in consulendo sit liber (7), multo magis hoc exigitur in judicando, et presertim ubi de causis fidei agitur, in quibus debet quorumcumque hominum metus divino timori postponi: (c. « Ut officium », circa principium, *De he-*

Le canon « Si quandoque a sacerdotibus » (le greffier a omis les deux mots intermédiaires) est le premier de la question vi, cause xv; (p. 1349).

Le canon « Lotharius » est le quatrième de la question seconde, cause XXI; (p. 1959).

(1) C'est, à très peu de chose près, le texte de la glose de Jean André, y compris la citation du canon « Omne quod », qui est le huitième de la première question, cause xxv, dans la seconde partie du *Décret*; (p. 1781).

(2) Le chapitre « Quisquis » est le quarante-troisième du titre vi, au premier livre des *Décretales*; (p. 182).

L'argument de Bréhal est, comme il le dit lui-même dans le langage de l'École, un argument *a simili*. On peut en effet assimiler le jugement à une élection, puisqu'il s'agit du choix à faire entre diverses sentences. Or, l'élection faite par crainte est nulle de plein droit: « ipso jure irritam esse censemus », dit le texte allégué. Donc le jugement rendu par crainte l'est aussi.

(3) S. Thomas expose très clairement cette doctrine par des exemples; voir I. 2. q. vi. art. 6, in corp. — *Opera omnia* . . . tom. XXI, p. 48, col. 1. — Bréhal ne fait pas une citation: il reproduit seulement la pensée du saint Docteur.

(4) Le canon « Merito » est le premier de la question première, cause xv, dans la seconde partie du *Décret*; (p. 1331). C'est la glose marginale de ce canon qui dit: « coacta voluntas est voluntas ».

Le chapitre « Hoc consultissimo » est le deuxième du titre ix, au troisième livre du *Sexte*; (pp. 521-523). Il annule la soumission forcée des églises ou des biens ecclésiastiques à la puissance séculière.

(5) Ce principe d'Aristote, souvent cité par S. Thomas, se trouve lib. I *Metaphysicorum*, lect. III. C. — Voir S. Th. *Opera omnia* . . . tom. IV, p. 12, col. 1.

(6) Le chapitre « Super eo » est le cinquième du titre v, au quatrième livre des *Décretales*; (p. 1468).

(7) Bréhal n'indique pas de quel ouvrage il a tiré cette sentence de Caton. Nous avons été renseignés sur ce point par le mémoire de Thomas Basin. (M. Lanéry d'Arc: *Mémoires et consultations* . . . p. 192). On y lit ces paroles: « . . . juxta illud Marci Catonis in sua oratione quam recitat Sallustius in *Catilinaria* ». C'est en effet dans le *Bellum Catilinarium*, cap. LV, de Salluste, qu'on rencontre un discours de Caton, dans lequel il s'exprime ainsi: « Animus in consulendo liber, neque delicto, neque lubrico obnoxius ». *Œuvres*, tom. I, pp. 413-414.

reticis, libro vj°); et inquisitoribus eas prosequentibus debet expedita et inviolabilis adesse facultas, (*ibidem* §. « Denique ») (1).

Et hoc sufficiat de presenti capitulo.

SEXTUM CAPITULUM

De articulo falsitate, et corrupta eorum compositione (2).

Reperiuntur autem articuli, ad deliberandum seu qualificandum prelati et doctoribus hinc inde transmissi, in multis viciose et non fideliter recollecti seu compositi. Dissonant enim plurimum, si quis diligenter attendat, dictis et assertis Johanne: et hoc per ampliacionem ibi factam, per diminucionem, id est multorum substancialium callidam suppressionem, per verborum confusam transposicionem, per intencionis dictorum et assertorum sive sensus variacionem, perque superfluum et ineptam effusi sermonis protractionem. Sed, ut clarius ipsorum articulo defectus appareant, expedit discursive asserta per Johannam illis capitulis fideliter et diligenter comparare, sub tali tamen compendio ut necessitas in superfluitatem non exeat, et veritati brevis non noceat.

Nam primus articulus multas falsitates dictis Johanne superadditas continet: ut videlicet quod sanctos apparentes ei osculata fuit; quod illorum capita vidit, et, juxta arborem et fontem in loco prophano sitos, illos sanctos pluries venerata fuit; quod dicti sancti apparentes promiserunt ei quod, ejus auxilio et laboribus, suus princeps vi armorum magnum dominium temporale et honorem mundanum recuperaret; quod malet mori quam habitum viri relinquere, et quod hoc quandoque simpliciter dixit; quod preelegit etiam non interesse missarum officiis et carere sacra communione eucharistie in tempore per ecclesiam fidelibus ordinato ad hujusmodi sacramentum recipiendum, quam habitum muliebrem resumere et virilem relinquere: quod nocte et die cum armatis conversabatur, raro aut nunquam secum mulierem habens; quod militanti ecclesie se suaque facta et dicta submictere recusavit; quod de hiis que fecit se tantummodo retulit iudicio Dei; quod salvaretur in gloria beatorum, si virginitatem quam sanctis sibi apparentibus vovit servaverit; quod asserit se certam de sua salute.

Hec enim omnia falsa esse, seu falsificata, evidenter apparent eorum etiam pretensorum iudicum processum perscrutanti, sed quidem mendose et calumpniose adinventata, et huic articulo primo dolose inserta et apposita; ymo quasi totus articulus manifesta falsitate videtur corruptus, quoniam premissa, nec simpliciter, nec sic, aut aliquo modo, reperitur

(1) Le chapitre « Ut officium » est le onzième du titre II, au cinquième livre du *Sexte*; (pp. 626-631). Vers le commencement, il est recommandé aux inquisiteurs de tenir plus de compte de la crainte de Dieu que de la crainte des hommes. Le §. « Denique » du même chapitre revendique pour eux une autorité « expedita et inviolabilis ».

(2) Le texte de ces douze articles se lit dans le procès de condamnation: Quich. tom. I, pp. 414 et suivantes. La plupart des rectifications signalées ici par Bréhal sont faciles à contrôler, à l'aide des citations que nous avons faites dans les notes du *Summarium*.